

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 803

17 mars 2016

SOMMAIRE

Blu-Castle S.A.	38505	Ionisos Holding S.à r.l.	38502
Burnthor SA	38544	IPIC Luxembourg	38505
DRC European Real Estate Debt III S.à r.l.	38510	I.P.I. International Participations Investors S.A.	38503
Electrofinna S.A.	38498	IP Network International S.A.	38505
Eligo	38499	IRAF Tami II	38523
Enclave S.A. SPF	38499	Ivy Global Investors Fund	38504
Global Secure S.A.	38500	KM Group And Development	38541
Golden Age Real Estate Fund SCA SIF	38500	K Robolife S.à r.l.	38521
Grycephie S.à r.l.	38501	Kubik Invest	38499
Hawley Consultants S.A.	38501	Kubik S.à r.l.	38500
HE Düsseldorf 1 S.à r.l.	38501	Lac Invest Co. S.à r.l.	38531
Helliot Luxembourg S.à r.l.	38498	Leo's Kaffe	38500
Horus Fund S.A.	38502	Malachite S.à r.l.	38499
HWE Investor GP S.à r.l.	38503	Marché du Nord	38499
Idomeneo S.à r.l.	38503	MMI Montreal Medical International Europe S.à r.l.	38518
IG Log 2 S.à r.l.	38504	Planett Invest S.A.	38520
Immobilière Ingeldorf S.A.	38505	Sovreal 2 S.à r.l.	38498
Ingram Micro Global Holdings S.à r.l.	38504	Sovreal 3 S.à r.l.	38498
Ingram Micro Worldwide Holdings S.à. r.l.	38502	Tatakoto Holdings S.à r.l.	38521

Sovreal 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 157.666.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

SOVREAL 2 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016063367/12.

(160024708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Sovreal 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 157.673.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

SOVREAL 3 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016063368/12.

(160024715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2016.

Helliot Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 132.321.

—
Le bilan au 31 mars 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016066760/10.

(160029147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Electrofina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 21.449.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2014, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Electrofina S.A.

Société anonyme

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2016066686/13.

(160029216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Eligo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8362 Grass, 6, rue des Champs.
R.C.S. Luxembourg B 173.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2016066687/12.

(160029257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Enclave S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 32.816.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2016066691/10.

(160029306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Malachite S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.
R.C.S. Luxembourg B 174.001.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Malachite S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2016066851/12.

(160029326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Marché du Nord, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8606 Bettborn, 88, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 100.255.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016066853/10.

(160029068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Kubik Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4925 Bascharage, 11, rue de Hautcharage.
R.C.S. Luxembourg B 174.057.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016066810/10.

(160029062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Kubik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5887 Alzingen, 461, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 164.297.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016066811/10.

(160029058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Leo's Kaffe, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 223, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 175.849.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016066833/10.

(160029064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Global Secure S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 45, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 199.577.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Strassen le 08 janvier 2016 à 11 heures 30

Résolution

Le Conseil décide de nommer parmi ses Membres, Monsieur René François SMEYERS, ayant son adresse privée au 9, Henri de Vedeleerstraat, B-1501 Halle (Buizingen) comme Administrateur Délégué

Monsieur René François SMEYERS pourra engager la société par sa seule signature.

Le mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GLOBAL SECURE S.A.

Référence de publication: 2016008305/15.

(160007961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Golden Age Real Estate Fund SCA SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 164.065.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique lors de l'assemblée générale tenue en date du 31 décembre 2014.

L'actionnaire unique de la Société:

1. approuve les comptes de la Société pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 2014 au 22 décembre 2014 (date de mise en liquidation);

2. décide de donner décharge quitus aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandat;

3. approuve le rapport de liquidation, incluant les comptes de liquidation, datés du 4 décembre 2015 et préparé par ME Business Solutions S.à r.l., représentée par M. Alexandre Bruncher, en sa capacité de liquidateur de la Société;

4. a revu et approuvé le rapport du commissaire à la liquidation, Ernst & Young S.A. sur le rapport du liquidateur, daté du 16 décembre 2015;

5. note que tous les montants éventuels restant dus seront payés aux créiteurs en liquide et que tous les bénéfices éventuels obtenus suite à la liquidation seront payés aux actionnaires en liquide;

6. note qu'aucun montant dû n'a été réglé à la Caisse de Consignation du Luxembourg;

7. décide d'accorder une procuration spéciale au liquidateur après la fin de son mandat afin que celui-ci enregistre auprès du Registre de Commerce et des Sociétés la clôture de la liquidation de la Société, paie toute dette restante et récupère tout montant dû à la Société et réglé après clôture de la liquidation et distribue aux actionnaires tout solde restant;

8. déclare la liquidation de la Société clôturée et reconnaît que la Société a cessé d'exister;

9. décide que les livres et les documents de la Société dissoute et liquidée seront conservés pendant cinq ans dans les bureaux de Apex Fund Services Luxembourg, 2 Boulevard de la foire, L-1528 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016008308/28.

(160008118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Grycephie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 198.639.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une cession de parts intervenue en date du 15 décembre 2015 que:

- Monsieur Gilles BLANC, demeurant au 6525 S. Abilene Street, Centennial CO 80111, USA, a cédé 3.112 parts sociales qu'elle détenait dans la société GRYCEPHIE S. à r.l., ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2, Avenue Charles de Gaulle à Monsieur Eric GERBER, demeurant 3, Impasse des Charmilles, 91760 Itteville France.

Cette cession de parts a été notifiée et acceptée par la société GRYCEPHIE S. à r.l. en date du 15 décembre 2015 conformément à l'article 1690 du Code Civil et à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Suite à cette cession, le capital social de la société GRYCEPHIE S. à r.l. est détenu comme suit:

Monsieur Gilles BLANC, demeurant au 6525 S. Abilene Street, Centennial CO 80111 USA: 59.138 parts

Monsieur Eric GERBER, demeurant 3, Impasse des Charmilles, 91760 Itteville, France: 3.112 parts

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 janvier 2016.

Référence de publication: 2016008314/19.

(160007292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Hawley Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 66.929.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg le 23/12/2015

1) L'assemblée décide d'accepter la démission du commissaire aux comptes actuel Maypark Associates Ltd.

2) L'assemblée décide de nommer commissaire aux comptes Lux-Audit SA dont le siège social est 57, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour HAWLEY CONSULTANTS SA

Référence de publication: 2016008325/15.

(160007475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

HE Düsseldorf 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.949.

—
EXTRAIT

Par résolutions écrites en date du 27 décembre 2015 l'associé de la Société a:

- pris connaissance de la démission de John Thomas de son mandat de gérant de la Société avec effet au 27 décembre 2015;

- nommé Robert T. Vicente, résidant professionnellement au 3090 Olive Street, Suite 300, Dallas, Texas 75219, les États-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 28 décembre 2015 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016008328/16.

(160008154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Ingram Micro Worldwide Holdings S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.000.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 172.491.

—
La Société a pris connaissance de la démission de Monsieur William Humes de son poste de gérant de la Société, avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

- Monsieur Erik Smolders, et
- Monsieur Christophe Fender

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2016.

Pour la Société

Référence de publication: 2016008361/16.

(160007662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Ionisos Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 191.787.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés de la Société prises le 6 janvier 2016

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Peter Dickinson avec effet au 6 janvier 2016
- De nommer M. Szymon Dec, né le 3 juillet 1978 à Lodz (Pologne) ayant sa résidence professionnelle au 51, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme Gérant de la société avec effet au 6 janvier 2016,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2016.

Pour extrait sincère et conforme
Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2016008363/16.

(160007550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Horus Fund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 179.742.

—
La Société a été informée que M. Christian BÜHLMANN, expert-comptable, né le 1^{er} mai 1971 à Etterbeek (Belgique), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, a été désigné en tant que représentant permanent de la société Concilium S.à r.l., administrateur, au conseil d'administration de la Société en remplacement de M. Alexandre TASKIRAN avec effet au 23 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 12 janvier 2016.

HORUS FUND S.A.
Un mandataire

Référence de publication: 2016008342/15.

(160007918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

HWE Investor GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.764.

—
EXTRAIT

Par résolutions écrites en date du 27 décembre 2015 l'associé de la Société a:

- pris connaissance de la démission de John Thomas de son mandat de gérant de la Société avec effet au 27 décembre 2015;

- nommé Robert T. Vicente, résidant professionnellement au 3090 Olive Street, Suite 300, Dallas, Texas 75219, les États-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 28 décembre 2015 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016008346/16.

(160008157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

I.P.I. International Participations Investors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 53.215.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenues à Luxembourg en date du 16 décembre 2015

Il résulte du procès-verbal que:

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateurs suivants jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019:

* Monsieur Jeannot DIDERRICH, expert-comptable, né à Ettelbruck (Grand-Duché de Luxembourg), le 27 mars 1973, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon;

* Madame Nathalie PRIEUR, expert fiscal, née à Trèves (République Fédérale d'Allemagne), le 8 avril 1967, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon;

* Monsieur Romain WAGNER, expert-comptable, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 26 juin 1967, demeurant professionnellement à L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

- L'Assemblée renouvelle le mandat de la société BENOY KARTHEISER MANAGEMENT S.à.r.l., inscrite sous le numéro B 33 849 et ayant son siège social 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg en tant que commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

I.P.I INTERNATIONAL PARTICIPATIONS INVESTORS S.A.

Référence de publication: 2016008350/23.

(160007386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Idomeneo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.224.270,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 154.733.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 23 décembre 2015

Il résulte des décisions de l'associé unique prises en date du 23 décembre 2015 que:

- Monsieur Daniel Venn, né le 23 mars 1983 à Greenwich, Royaume-Uni et demeurant professionnellement au 40 Portman Square, W1H 6DA London, Royaume Uni, est nommé gérant de la société à partir du 23 décembre 2015 et pour une durée indéterminée.

- L'actionnaire unique a confirmé avoir renoncé au renouvellement du mandat de la société Deloitte Luxembourg ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé pour les comptes annuels au 31 décembre 2014

Pour extrait conforme

Idomeneo S.à r.l

Référence de publication: 2016008353/18.

(160007631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Ingram Micro Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 40.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 183.995.

La Société a pris connaissance de la démission de Madame Gina Mastantuono de son poste de gérant de la Société, avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

- Monsieur Erik Smolders, et
- Monsieur Christophe Fender

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2016.

Pour la Société

Référence de publication: 2016008360/16.

(160007661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Ivy Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 83.306.

Extrait du dépôt rectificatif pour le dépôt L150102005 du 15/06/2015

Il est à noter que le mandat d'administrateur de Mr John Sundeen est valable jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année: 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 12 janvier 2016.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016008365/14.

(160007395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

IG Log 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 729.250,00.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 117.030.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire annuelle de la société tenue en date du 9 juillet 2015 approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014

Le mandat des gérants:

1. Monsieur Stephen LAWRENCE, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;
 2. Monsieur Pii KETVEL, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant;
 3. Monsieur David BANNERMAN, demeurant actuellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, gérant
- est renouvelé jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale ordinaire de la Société statuant sur les comptes clos en décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 Juillet 2015.

Référence de publication: 2016008368/18.

(160007743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Immobilière Ingeldorf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1327 Luxembourg, 4, rue Charles VI.
R.C.S. Luxembourg B 106.586.

Extrait du procès-verbal de la résolution de l'actionnaire unique de la société Immobilière Ingeldorf S.A. en date du 8 janvier 2016 à Luxembourg

L'actionnaire unique décide de changer le siège social comme suit:

De L-1635 Luxembourg, 87 Allée Leopold Goebel à L-1327 Luxembourg, 4 Rue Charles VI.

Approuvé par la signature de l'actionnaire unique.

Référence de publication: 2016008382/12.

(160008245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

IP Network International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 114.002.

EXTRAIT

Il résulte des délibérations et décisions du Conseil d'administration tenu au siège social le 1^{er} octobre 2015, que:

Le Conseil d'administration décide de remplacer Monsieur Marc Schorestene qualité délégué à la gestion journalière, par Monsieur Stéphane Coruble, ayant son adresse professionnelle, 45, bd. Pierre Frieden L-1543 Luxembourg, à partir du 1^{er} janvier 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016008395/13.

(160008068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

IPIC Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 18.747.

EXTRAIT

Par décision en date du 29 décembre 2015, l'associée unique a:

- pris acte de la démission de Monsieur David ANDERSON de ses fonctions de gérant de la Société;
- nommé pour une durée indéterminée, Monsieur Nilesh PANDYA, né le 23 janvier 1971 à Nairobi (Kenya), demeurant à Loudhams, Wood Ln, Chalfont St Giles, Buckinghamshire HP8 4AP (Royaume-Uni), en qualité de nouveau gérant, avec le pouvoir d'engager valablement la Société en toutes circonstances, par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2016008396/15.

(160007752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2016.

Blu-Castle S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.632,00.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 172.896.

In the year two thousand and fifteen, on the sixteenth day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, the undersigned notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

NOBLE-HOUSE TECHNOLOGIES S.A., a public limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, and registered with registration number B 172 831 (the "Sole Shareholder")

hereby represented by Mister Gianpiero Saddi, private employee, residing professionally at 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

which proxy, initialed “ne varietur” by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed simultaneously with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. It is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of BLU-CASTLE S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) with registered office at 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, incorporated on 16 November 2012, pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 3084 of 24 December 2012 and whose Articles of Incorporation (the “Articles”) have not been amended yet (the “Company”).

II. It holds all 31,000 (thirty-one thousand) shares of the Company, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, all of which are fully paid-up, and representing the entire subscribed and fully paid up share capital of the Company amounting to EUR 31,000 (thirty-one thousand euros).

III. The entirety of the Company’s share capital is represented so that the meeting can validly decide on all items on the agenda of which the Sole Shareholder has been informed in advance.

IV. The Agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision to increase the Company’s share capital by an amount of one thousand six hundred and thirty-two euros (EUR 1,632), so as to raise it from its current amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) to an amount of thirty-two thousand six hundred and thirty-two euros (EUR 32,632) by way of issuance of one thousand six hundred and thirty-two (1,632) shares with nominal value of one euro (EUR 1) each and respective increase of share premium by an amount of seventeen thousand one hundred and two euros (EUR 17,102)

2. Subscription and payment by the new shareholder, Mister José Mazariegos, of one thousand six hundred and thirty-two (1,632) new shares and respective contribution to share premium by the new shareholder by way of contribution in-kind consisting of one thousand two hundred and seventy-five (1,275) shares, representing 5% of the issued and outstanding share capital of Blu-Castle Iberia, S.L., a private limited liability company established under the laws of Spain, having its registered office at Calle Sancho Dávila, 11 Planta BJ, Puerta C, 28028 Madrid, Spain, and registered with Tax ID number B86406295 (“BC Iberia”).

3. Subsequent amendment of Article 5 of the Company’s Articles of Incorporation so that it will henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The corporate capital is set at thirty-two thousand six hundred and thirty-two euros (EUR 32,632) represented by thirty-two thousand six hundred and thirty-two (32,632) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Shares may be evidenced at the owner’s option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares are issued in registered form.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.”

4. Miscellaneous.

V. The appearing party, represented as mentioned above, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company’s share capital by an amount of one thousand six hundred and thirty-two euros (EUR 1,632), so as to raise it from its current amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) to an amount of thirty-two thousand six hundred and thirty-two euros (EUR 32,632) by the issuance of one thousand six hundred and thirty-two (1,632) shares (“New Shares”) with nominal value of one euro each, and to respectively increase the share premium of the Company by an amount of seventeen thousand one hundred and two euros (EUR 17,102) (the “Share Premium”), which both shall be subscribed and fully paid up by the new shareholder.

Second resolution

The Sole Shareholder approves the subscription and payment for the New Shares of the Company, as detailed herein below.

Intervention, Subscription and payment

There appeared:

Mister José MAZARIEGOS, company director, born on 5 October 1971 in Madrid, Spain and currently residing at Calle Juan Antonio Vallejo Nájera 7, Chalet 11 28660 Boadilla del Monte, Madrid, Spain

hereby represented by Mister Gianpiero Saddi, private employee, residing professionally at 74, Avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal,

which proxy, initialed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed simultaneously with the registration authorities.

Mister José MAZARIEGOS, mentioned above, declares to subscribe the one thousand six hundred and thirty-two (1,632) New Shares with par value of one euro each and to increase the share premium of the Company by an amount of seventeen thousand one hundred and two euros (EUR 17,102) and to fully pay them up by a contribution in kind of a total aggregate value of eighteen thousand seven hundred and thirty-four euros (EUR 18,734) consisting of one thousand two hundred and seventy-five (1,275) shares, representing 5% of the issued and outstanding share capital of Blu-Castle Iberia, S.L., a private limited liability company established under the laws of Spain, having its registered office at Calle Sancho Dávila, 11 Planta BJ, Puerta C, 28028 Madrid, Spain, and registered with Tax ID number B86406295 (the “Contributed Shares”).

Auditor’s Report of Contribution

In compliance with articles 26-1 and 32-1(5) of the law of 10 August 1915 on commercial companies, the contribution was subject to an independent audit report duly signed by Aumea Partner S.à r.l. (réviseur d’entreprises agréé) (the “Report”) having its registered office in L-2540 Luxembourg, 26-28 rue Edward Steichen (R.C.S. Luxembourg B 180.716), whose conclusion states:

“Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the global value of the contribution in kind does not correspond at least to the number and the nominal value, increased by the share premium, of the shares to be issued in counterpart.”

Said report will remain attached to the present deed and will be filed together therewith with the registration authorities. The shareholders of the Company, represented as stated hereinabove, approve the attached report of the independent auditor on the contribution in kind.

Effective Implementation of the Contribution

Mister José MAZARIEGOS, contributor, here represented as stated above, declared that:

- he is the sole lawful owner of the Contributed Shares and possesses the power to dispose of such shares, which are free of any lien and encumbrance, and thus legally and freely transferable;
- there is no obligation to pay in capital contributions, and there are no existing pre-emption rights or any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the Contributed Shares be transferred it;
- the contribution of the Contributed Shares is effective today without qualification; and
- all further formalities will take place to duly formalize the transfer and render it effective anywhere, vis-à-vis any third party.

Third resolution

As a consequence of the above resolution, the shareholders resolve to amend article 5 of the Articles of Incorporation of the Company to henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The corporate capital is set at thirty-two thousand six hundred and thirty-two euros (EUR 32,632) represented by thirty-two thousand six hundred and thirty-two (32,632) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

Shares may be evidenced at the owner’s option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares are issued in registered form.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.”

Fourth resolution

The shareholders resolve that, in order to record the above contribution to the Company, they undertake to request the governing body of Blu-Castle Iberia, S.L to record in the shareholder registry book (“libro registro de socios”) of the Blu-Castle Iberia, S.L., that the Company is the new shareholder of the Contributed Shares.

Expenses

The amount of the expenses, remuneration and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company by reason of the present deed is estimated at one thousand seven hundred euros).

Declaration

The undersigned notary who speaks and understands English states herewith that, at the request of the appearing persons, represented as stated above, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the appearing persons, represented as stated above, and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

IN WITNESS WHEREOF, this deed is drawn up in Luxembourg, on the date shown at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, the proxyholder of the appearing persons signed this deed with the notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le seize décembre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, le notaire soussigné de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

NOBLE-HOUSE TECHNOLOGIES S.A., une société anonyme constituée sous et régie par les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 172 831 («Actionnaire Unique»)

Ici représentée par Monsieur Gianpiero Saddi, employé privé, demeurant professionnellement au Grand-Duché de Luxembourg L-1750 Luxembourg au 74, Avenue Victor Hugo;

En vertu d'une procuration donnée sous seing privée, laquelle, paraphée ne varietur par le représentant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée telle que décrite ci-dessus, a prié le notaire d'acter que:

I. Elle est l'actionnaire unique (l'«Actionnaire Unique») de BLUCASTLE S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, constituée le 16 Novembre 2012, suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, au Grand-Duché du Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3084 du 24 Décembre 2012, et dont les statuts (les «Statuts») n'ont pas été modifiés (la «Société»).

II. Elle est l'actionnaire inscrit détenant les 31.000 (trente et un mille) actions de la Société, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, toutes intégralement libérées, et représentant la totalité des actions souscrites et intégralement libérées au montant de EUR 31,000 (trente et un mille euros).

III. L'intégralité du capital social de la Société est représentée de manière à ce que l'assemblée puisse valablement décider de tous les points portés à l'ordre du jour, desquels l'Actionnaire Unique a été informé au préalable.

IV. L'Ordre du Jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Décision d'augmenter le capital de la Société à concurrence d'un montant de mille six cent trente-deux euros (EUR 1.632) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000) à un montant de trente-deux mille six cent trente-deux euros (EUR 32.632) par l'émission de mille six cent trente-deux (1.632) actions ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune et d'une augmentation de la prime d'émission d'un montant de dix-sept mille cent deux euros (EUR 17.102);

2. Souscription et paiement par le nouvel actionnaire, Monsieur José Mazariegos, de mille six cent trente-deux nouvelles actions (1,632) et respectivement une contribution à la prime d'émission par le nouvel actionnaire via un apport en nature consistant en mille deux cent soixante-quinze (1,275) actions, représentant 5 % du capital émis et en circulation de la Société Blu-Castle Iberia, S.L., une société à responsabilité limitée constituée sous la loi espagnole, ayant son siège social au Calle Sancho Dávila, 11 Planta BJ, Puerta C, 28028 Madrid, Spain, et inscrite avec Tax ID sous le numéro B86406295 («BC Iberia»).

3. Modification subséquente de l'Article 5 des Statuts de la Société, de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente-deux mille six cent trente-deux euros (EUR 32.632), représenté par trente-deux mille six cent trente-deux (32.632) actions, chacune ayant une valeur nominale d'un euro.

Les actions peuvent être attestées au choix du propriétaire par un certificat représentant une seule action ou par un certificat représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont émises sous la forme de titre nominatif.

La Société peut, dans la mesure et sous les conditions prévues par la loi, racheter ses propres actions.»

4. Divers.

V. Ensuite la partie comparante, représentée telle que décrite ci-dessus, a pris les décisions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de mille six cent trente-deux euros (EUR 1.632), afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000) à un montant de trente-deux mille six cent trente-deux euros (EUR 32.632), par l'émission de mille six cent trente-deux (1.632) actions («Nouvelles Actions») ayant une valeur nominale d'un euro chacune (EUR 1), et respectivement d'une augmentation de la prime d'émission d'un montant de dix-sept mille cent deux euros (EUR 17.102) (la «Prime d'Emission»), qui seront toutes deux souscrites et payées par l'Investisseur.

Deuxième résolution

L'Actionnaire Unique approuve la souscription et la libération des Nouvelles Actions de la Société comme suit:

Intervention, Souscription et paiement

A COMPARU:

Monsieur José MAZARIEGOS, dirigeant de sociétés, né le 5 octobre 1971 à Madrid, Espagne et vivant actuellement à Calle Juan Antonio Vallejo Nájera 7, Chalet 11 28660 Boadilla del Monte, Madrid, Spain

Ici représenté par Monsieur Gianpiero Saddi, employé privé, demeurant professionnellement au Grand-Duché de Luxembourg L-1750 Luxembourg au 74, Avenue Victor Hugo; en vertu d'une procuration donnée sous seing privée,

Laquelle procuration, paraphée «ne varietur «par le représentant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Monsieur José MAZARIEGOS, précité, déclare souscrire les mille six cent trente-deux (1.632) Nouvelles Actions ayant une valeur nominale d'un euro chacune et d'augmenter la prime d'émission de la Société d'un montant de dix-sept mille cent deux euros (EUR 17.102) et de les payer entièrement par un apport en nature ayant une valeur globale de dix-huit mille sept cent trente-quatre euros (EUR 18.734) consistant en mille deux cent soixante-quinze (1.275) parts sociales, représentant 5% du capital émis et en circulation de la Société Blu-Castle Iberia, S.L., une société à responsabilité limitée constituée sous la loi espagnole, ayant son siège social au Calle Sancho Dávila, 11 BJ C, 28028 Madrid, Spain, et inscrite auprès du registre de commerce de Madrid, sous le numéro 2015/2/661725 («Actions Apportées»).

Rapport du reviseur d'entreprises

Conformément aux articles 26-1 et 32-1(5) de la loi du 10 Août 1915 sur les Sociétés Commerciales, l'apport a été soumis au rapport d'un reviseur indépendant qui a été dûment signé par Aumea Partner S.à r.l. (réviseur d'entreprises agréé) (le «Rapport») dont le siège social se situe au L- 2540 Luxembourg, 26-28 rue Edward Steichen (R.C.S Luxembourg B 180.716), ses conclusions déclarent que:

«Au cours de notre examen, nous n'avons rien révélé qui nous porte à croire que la valeur globale de cet apport en nature ne correspond pas au moins au nombre et la valeur nominale, augmenté par la prime d'émission, des actions à émettre en contrepartie.»

Le rapport mentionné restera attaché au présent acte et sera déposé avec celui-ci aux autorités compétentes. Les actionnaires de la Société, représentés comme indiqué ci-dessus, approuvent le rapport du réviseur indépendant sur les apports en nature.

Mise en oeuvre effective de l'apport

Monsieur José Mazariegos, contributeur, ici représenté comme indiqué ci-dessus, déclare que:

- Il est le seul propriétaire légitime des Actions Apportées et possède le pouvoir de disposer de telles actions, et qu'elles sont libres de tout privilège et charge, et donc légalement et librement transférable;
- Il n'y a pas d'obligation de payer en numéraire, et il n'existe pas de droit de préemption ou tout autre droit en faveur d'une personne qui serait autorisée à demander qu'une ou plusieurs Actions Apportées lui soient transférées;
- L'apport des Actions Apportées est effectif aujourd'hui et sans condition; et
- Toute autre formalité postérieure aura lieu pour dûment formaliser le transfert et le rendre effectif en tout lieu et à l'égard des tiers.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution précédente, les actionnaires décident de modifier l'Article 5 des Statuts de la Société, afin qu'il ait désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à trente-deux mille six cent trente-deux euros (EUR 32.632), représenté par trente-deux mille six cent trente-deux (32.632) actions, chacune ayant une valeur nominale d'un euro.

Les actions peuvent être attestées au choix du propriétaire par un certificat représentant une seule action ou par un certificat représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont et resteront nominatives.

La Société peut, dans la mesure et sous les conditions prévues par la loi, racheter ses propres actions.»

Quatrième résolution

Les actionnaires décident, afin d'enregistrer la contribution précitée à la Société, de s'engager de demander aux dirigeants de Blu-Castle Iberia, S.L. d'inscrire dans le registre des actionnaires («libro registro de socios») de Blu-Castle Iberia, S.L., que la Société est le nouvel actionnaire des Actions Apportées.

Estimation des frais

Le montant des dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève à environ mille sept cents euros (EUR 1.700).

Dont acte

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, représentées tel que décrit ci-avant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. Aussi à la requête de ces mêmes personnes comparantes, représentées tel que décrit ci-avant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

Après lecture faite et interprétation donnée des présentes au représentant des parties comparantes, le représentant des parties comparantes a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 23 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/29764. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Référence de publication: 2016001863/242.

(160000453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2016.

DRC European Real Estate Debt III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.400,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 202.115.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty first day of the month of December,
Before Maître Danielle KOLBACH, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

DRC European Real Estate Debt Fund III L.P., a limited partnership registered in Jersey whose principal place of business is at The Forum, 4 Grenville Street, St Helier, Jersey, JE2 4UF, acting by its general partner DRC European Real Estate Debt Fund III (GP) Ltd, with registered office at The Forum, 4 Grenville Street, St Helier, Jersey, JE2 4UF, being the sole shareholder of DRC European Real Estate Debt III S.à r.l., a Luxembourg société à responsabilité limitée, with registered office at 51 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg register of trade and companies under number B 202115 (the "Company"), here represented by Sara Lecomte, private employee, residing professionally in Redange-sur-Attert, by virtue of a proxy given under private seal.

1) The said appearing party, acting as above-mentioned, requested the undersigned notary to record that it results from later verifications that factual errors occurred in the incorporation deed of the Company dated 30 November 2015, passed in front of the undersigned notary, registered with the Diekirch Actes Civils on 3 December 2015 with number DAC/2015/20680, filed with the Luxembourg register of trade and companies under filing number L150224968, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Incorporation Deed"), when referring to the appearing party, which shall read as "DRC European Real Estate Debt Fund III L.P., a limited partnership registered in Jersey whose principal place of business is at The Forum, 4 Grenville Street, St Helier, Jersey, JE2 4UF, acting by its general partner DRC European Real Estate Debt Fund III (GP) Ltd, with registered office at The Forum, 4 Grenville Street, St Helier, Jersey, JE2 4UF" and replace "DRC European Real Estate Debt Fund III L.P., with registered office at 94, Solaris Avenue, Camana Bay, PO Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands, represented by its general partner DRC European Real Estate Debt Fund III (GP) Ltd, with registered office at 94, Solaris Avenue, Camana Bay, PO Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands".

2) The said appearing party, acting as above-mentioned, also requested the undersigned notary to record that the share capital of the Company set forth in the Incorporation Deed was partially erroneous and shall be set at twelve thousand four hundred Pounds Sterling (GBP 12,400.-) represented by twelve thousand four hundred (12,400) shares so that the corrected articles of association of the Company shall read as follows:

"Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form - Corporate name. There is formed a private limited liability company under the name "DRC European Real Estate Debt III S.à r.l." which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Sole Manager (as defined below), or in case of plurality of managers, the board of managers Board of Managers (as defined below), of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Sole Manager, or in case of plurality of managers, the Board of Managers of the Company.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Object.

3.1 The Company's object is to, directly or indirectly, acquire, hold or dispose of interests, in any form whatsoever and participations in Luxembourg or foreign entities, by any means and to administrate, develop and manage such holding of interests or participations.

3.2 The Company may also, directly or indirectly, acquire, hold or dispose of loans or of various tranches of loans or other indebtedness originated, structured or funded by other entities or persons, by any means and administrate, develop and manage such holding of loans or tranches of loans or other indebtedness.

3.3 The Company may make real estate related investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company owning such investments. The Company may also, directly or indirectly, invest in, acquire, hold or dispose of any kind of asset by any means.

3.4 The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any entity or person belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies") or any other entity, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.5 The Company may in particular enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, always on a private basis, of listed or unlisted bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments convertible or not, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or with or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

- to enter into any hedge agreement, as well as into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg Law.

3.6 The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The corporate capital is fixed at twelve thousand four hundred Pounds Sterling (GBP 12,400.-) represented by twelve thousand four hundred (12,400) shares having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each (hereafter referred to as the "Shares"). The holder(s) of the Shares is/are referred to as the "Shareholder" or together as the "Shareholders".

5.2 In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3 All Shares will have equal rights.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own Shares within the limits set by the Law.

Art. 6. Shares indivisibility. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1 In case of a single Shareholder, the Company's Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2 In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law.

Chapter III. - Management**Art. 8. Management.**

8.1 The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the shareholder(s). In case of one manager, he will be referred to as the "Sole Manager". In case of plurality of managers, they will constitute a board of managers ("conseil de gérance") (hereafter the "Board of Managers").

8.2 The managers need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause by a resolution of the shareholder(s).

Art. 9. Powers of the sole manager or of the board of managers.

9.1 In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

9.2 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Representation of the company. Towards third parties, the Company shall be, in case of a Sole Manager, bound by the sole signature of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a Sole Manager, by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by any two managers.

Art. 11. Delegation and agent of the sole manager or of the board of managers.

11.1 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any two managers may delegate their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2 The Sole Manager or, in case of plurality of managers, any two managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the board of managers.

12.1 In case of plurality of managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any manager. The Board of Managers may appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3 Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating manager is able to hear and to be heard by all other participating managers whether or not using this technology, and each participating manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6 A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

Chapter IV. - General meeting of shareholders**Art. 13. Powers of the general meeting of shareholder(s) - Votes.**

13.1 If there is only one Shareholder, that sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting and takes the decisions in writing.

13.2 In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. All Shares have equal voting rights.

13.3 If all the Shareholders are present or represented they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4 If there are more than twenty-five Shareholders, the Shareholders' decisions have to be taken at meetings to be convened in accordance with the applicable legal provisions.

13.5 If there are less than twenty-five Shareholders, each Shareholder may receive the text of the decisions to be taken and cast its vote in writing.

13.6 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not be a Shareholder.

13.7 Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law. Change of nationality of the Company requires unanimity.

Chapter V. - Business year

Art. 14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

14.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Sole Manager or in case of plurality of managers, by the Board of Managers and the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution right of shares.

15.1 From the net profits determined in accordance with the applicable legal provisions, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may propose that cash available for remittance be distributed.

15.3 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of article 13.7 above.

15.4 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Manager or in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholder(s).

Chapter VI. - Liquidation

Art. 16. Dissolution and liquidation.

16.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

16.2 The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with the applicable legal provisions.

16.3 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 17. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

3) The said appearing party, acting as above-mentioned, requested the undersigned notary to record that the section relating to the subscription and payment of the shares of the Company as indicated in the Incorporation Deed shall be replaced and read as follows:

"Subscription - Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Subscriber	Shares
DRC European Real Estate Debt Fund III, L.P.	12,400 Shares
Total	12,400 Shares

All the shares have been fully paid up in cash at one Pound Sterling (GBP 1.-) each for a total issue price of twelve thousand four hundred Pounds Sterling (GBP 12,400.-). Proof that the amount of twelve thousand four hundred Pounds Sterling (GBP 12,400.-) in respect of this cash contribution, corresponding to a share capital of twelve thousand four hundred

Pounds Sterling (GBP 12,400.-), is at the free disposal of the Company has been given to the Notary, who expressly acknowledged receipt of the proof of payment."

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed and/or in connection with its incorporation are estimated at approximately nine hundred Euro (EUR 900.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt et un décembre.

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

DRC European Real Estate Debt Fund III L.P., un limited partnership enregistré à Jersey, dont le principal établissement est établi à The Forum, 4 Grenville Street, St Helier, Jersey, JE2 4UF, représenté par son commandité DRC European Real Estate Debt Fund III (GP) Ltd, dont le principal établissement est établi à The Forum, 4 Grenville Street, St Helier, Jersey, JE2 4UF, étant l'associé unique de DRC European Real Estate Debt III S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 51 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202115 (la "Société"), ici représentée par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Redange-sur-Attert, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

1) Ladite partie comparante, agissant comme indiqué ci-dessus, requiert le notaire soussigné d'enregistrer qu'il résulte de vérifications ultérieures que des erreurs matérielles sont apparues dans l'acte de constitution de la Société en date du 30 novembre 2015, passé par devant le notaire soussigné, enregistré à Diekirch Actes Civils le 3 décembre 2015 mention DAC/2015/20680, déposé auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg avec la mention L150224968, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (l'"Acte de Constitution"), lors de la référence à la partie comparante, qui devrait être "DRC European Real Estate Debt Fund III L.P., un limited partnership enregistré à Jersey, dont le principal établissement est établi à The Forum, 4 Grenville Street, St Helier, Jersey, JE2 4UF, représenté par son commandité DRC European Real Estate Debt Fund III (GP) Ltd, dont le principal établissement est établi à The Forum, 4 Grenville Street, St Helier, Jersey, JE2 4UF" et remplace "DRC European Real Estate Debt Fund III L.P., dont le siège social est établi à 94, Solaris Avenue, Camana Bay, PO Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands, représentée par son commandité DRC European Real Estate Debt Fund III (GP) Ltd, dont le siège social est établi à 94, Solaris Avenue, Camana Bay, PO Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands".

2) Ladite partie comparante, agissant comme indiqué ci-dessus, requiert également le notaire soussigné d'enregistrer que le capital social de la Société mentionné dans l'Acte de Constitution était partiellement erroné et est fixé à douze mille quatre cent livres sterling (GBP 12.400,-) représenté par douze mille quatre cent (12.400) parts sociales de façon à ce que les statuts corrigés de la Société se lisent comme suit:

"Titre I^{er} . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "DRC European Real Estate Debt III S.à r.l." qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Gérant Unique (tel que défini ci-dessous) ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance (tel que défini ci-dessous) de la Société est autorisé à transférer le siège de la Société dans la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré

provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants le Conseil de Gérance de la Société.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet.

3.1 L'objet de la société est d'acquérir, détenir ou disposer, directement ou indirectement, d'intérêts de quelque forme que ce soit et participations dans des entités étrangères ou luxembourgeoises, par tous les moyens et d'administrer, développer et gérer ces intérêts et participations.

3.2 La Société pourra également acquérir ou disposer de prêts ou de tranches de prêts ou d'autres instruments de dette, soit directement ou indirectement, structurés ou financés par d'autres entités ou personnes, par tous moyens, et administrer, développer et gérer de telles détentions de prêts ou de tranches de prêts ou tous autres instruments de dette.

3.3 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements. La Société pourra aussi, directement ou indirectement, investir dans, acquérir, détenir ou disposer de toutes sortes d'avoirs par tous moyens.

3.4 La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes entités ou personnes appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées") ou toute autre entité, étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui ferait qu'elle soit engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier.

3.5 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission, toujours sur une base privée, de titres cotés ou non cotés, d'obligations, de billets à ordre et autres instruments convertibles ou non de dette ou de capital, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérée comme performante;
- accorder tous contrats de couverture, ainsi que toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise;

3.6 La Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci,

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital, Parts

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille quatre cent livres sterling (GBP 12.400,-) représenté par douze mille quatre cent (12.400) parts sociales (les "Parts Sociales"), ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune. Le(s) détenteur(s) de Parts Sociales est/sont défini(s) ci-après par l'"Associé" ou collectivement les "Associés".

5.2 Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi.

Art. 6. Indivisibilité des parts sociales. Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des parts sociales.

7.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

7.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi.

Titre II. - Gérance

Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est administrée par un gérant ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associé(s). Dans le cas d'un seul gérant, il est défini ci-après comme le "Gérant Unique". En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.2 Les gérants ne sont pas obligatoirement des Associés. Les gérants pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision des Associé(s).

Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la Société est, en cas de Gérant Unique, valablement engagée par la seule signature de son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux Gérants ou par la signature de toute personne à qui le pouvoir aura été délégué, en cas de Gérant Unique, par son Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par deux gérants.

Art. 11. Délégation et agent du gérant unique et du conseil de gérance.

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants peuvent déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

11.2 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, deux gérants déterminent les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 En cas de pluralité de gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout gérant. Le Conseil de Gérance pourra nommer un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités de convocation.

12.3 Tout gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un e-mail ou d'une lettre. Un gérant pourra également nommer par téléphone un autre Gérant pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

12.5 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les gérants participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les gérants, est valide comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu signée par tous les membres du Conseil de Gérance.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés - Votes.

13.1 S'il n'y a qu'un seul Associé, cet Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés et prend les décisions par écrit.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives indépendamment du nombre de parts détenues. Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues par lui. Toutes les Parts Sociales ont des droits de vote égaux.

13.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et la réunion peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4 S'il y a plus de vingt-cinq Associés, les décisions des Associés doivent être prises aux réunions à convoquer conformément aux dispositions légales applicables.

13.5 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, chaque Associé pourra recevoir le texte des décisions à adopter et donner son vote par écrit.

13.6 Un Associé pourra être représenté à une réunion des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

13.7 Des décisions collectives ne sont valablement prises que seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des toutes autres dispositions légales. Le changement de nationalité de la Société requière l'unanimité.

Titre V. - Exercice social

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et le Gérant ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 15. Droit de distribution des parts sociales.

15.1 Le bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de la loi que des Statuts, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

15.3 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 13.7 ci-dessus.

15.4 Malgré les dispositions précédentes, le Gérant unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'Associé(s).

Titre VI. - Liquidation

Art. 16. Dissolution et liquidation.

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

16.2 La liquidation de la Société sera décidée par la réunion des Associés en conformité avec les dispositions légales applicables.

16.3 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII. - Loi applicable

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi."

3) Ladite partie comparante, agissant comme indiqué ci-dessus, requiert le notaire instrumentant d'acter que la partie traitant de la souscription et de la libération des parts sociales de la Société tel qu'indiqué dans l'Acte de Constitution soit remplacée et se lise comme suit:

"Souscription - Libération

Le capital social de la Société a été souscrit comme suit:

Souscripteur	Parts Sociales
DRC European Real Estate Debt Fund III, L.P.	12.400 Parts Sociales
Total	12.400 Parts Sociales

Chacune de ces Parts Sociales a été intégralement libérée en numéraire à douze mille quatre cent livres sterling (GBP 12.400,-) pour un montant total de douze mille quatre cent livres sterling (GBP 12.400,-). La preuve que cet apport en numéraire d'un montant de douze mille quatre cent livres sterling (GBP 12.400,-), qui correspond à un capital social de douze mille quatre cent livres sterling (GBP 12.400,-), est à libre disposition de la Société a été apportée au Notaire, lequel en a expressément accusé réception."

Frais

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de toutes sortes qui devront être supportés par la Société suite au présent acte et/ou en raison de sa constitution sont estimés approximativement à neuf cents (EUR 900,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 23 décembre 2015. Relation: DAC/2015/22256. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 5 janvier 2016.

Référence de publication: 2016003657/432.

(160001610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

MMI Montreal Medical International Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 159.000,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 178.209.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of December.

Before US Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

MMI Montreal Medical International Inc., a company incorporated and governed under the laws of Canada, having its registered office address at 1595 Docteur-Penfield Avenue, Suite 200, Montréal (Quebec), QC H3G 1C6, Canada, and registered with the Industry of Canada under number 4185919,

here represented by Peggy Simon, private employee, with professional address at 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy signed under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing company and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing company, through his proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing company is the sole shareholder of the private limited liability company established in Luxembourg under the name of "MMI Montreal Medical International Europe S.à r.l.", having its registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 178.209 (the "Company"), and which has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on June 19th, 2013, published in the *Mémorial C*, "Recueil des Sociétés et Associations", number 1976 on August 14th, 2013. The article of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated March 5th, 2014, published in the "Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations", number 1220 on May 14th, 2014.

II. The Company's share capital is set at five hundred and twenty-five thousand Euros (EUR 525,000.-) represented by five hundred and twenty-five thousand (525,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid-up.

III. The appearing company, representing one hundred percent (100%) of the voting share capital of the Company, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to decrease the share capital of the Company by three hundred and sixty-six thousand Euros (EUR 366,000.-), in order to decrease the share capital from its present amount of five hundred and twenty-five thousand Euros (EUR 525,000.-) to one hundred and fifty-nine thousand Euros (EUR 159,000.-), through the cancellation of three hundred and sixty-six thousand (366,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Second resolution

Pursuant to the above resolution, the first paragraph of the article 6 of the articles of association of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

" **Art. 6. (First paragraph).** The share capital is set at one hundred and fifty-nine thousand Euros (EUR 159,000.-) represented by one hundred and fifty-nine thousand (159,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each."

Third resolution

The sole shareholder resolved to amend the shareholders' register of the Company in order to reflect the above-mentioned changes and to authorize any Manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancelled shares in the shareholders' register of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing company, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing company, and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing company, who is known to the notary by her Surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

MMI Montreal Medical International Inc., une société constituée et gouvernée par la loi canadienne, ayant son siège social au 1595 Avenue du Docteur-Penfield, Suite 200, Montréal (Quebec), QC H3G 1C6, Canada, enregistrée auprès du «Industry Canada» sous le numéro 4185919,

ici représentée par Peggy Simon, employée privée, avec adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de «MMI Montreal Medical International Europe S.à r.l.», ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178.209 (ci-après la «Société»), et constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 19 juin 2013, publié au Mémorial C-Recueil des Sociétés et Associations numéro 1976 du 14 août 2013. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 5 mars 2014, publié au Mémorial C-Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1220 du 14 mai 2014.

II. Le capital social de la Société est fixé à cinq cent vingt-cinq mille Euros (525.000,- EUR) représenté par cinq cent vingt-cinq mille (525.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, chaque part étant entièrement libérée.

III. La comparante, représentant cent pourcent (100%) du capital votant de la Société, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique a décidé de diminuer le capital social de la Société à concurrence de trois cent soixante-six mille Euros (366.000,- EUR), afin de le diminuer de son montant actuel de cinq cent vingt-cinq mille Euros (525.000,- EUR) à cent cinquante-neuf mille Euros (159.000,- EUR), par l'annulation de trois cent soixante-six mille (366.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Euro (1,-EUR) chacune.

Deuxième résolution

Suite à la résolution susmentionnée, l'article 6 paragraphe 1 des statuts de la Société est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. (Premier paragraphe).** Le capital social est fixé à cent cinquante-neuf mille Euros (159.000,- EUR) représenté par cent cinquante-neuf mille (159.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune.»

Troisième résolution

L'associée unique a décidé de modifier le registre des associés de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, et de donner pouvoir à tout Gérant de la Société afin de procéder, pour le compte de la Société, à l'inscription de l'annulation des parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 28 décembre 2015. Relation: GAC/2015/11699. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 05 janvier 2016.

Référence de publication: 2016003987/108.

(160001678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

Planett Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 152.997.

L'an deux mille quinze, le vingt-quatrième jour du mois de décembre.

Pardevant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «PLANETT INVEST S.A.», une société anonyme, constituée et régie selon le droit du Grand Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy, Grand Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, le 6 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1330 du 28 juin 2010 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 152.997 (la «Société»), et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, le 21 août 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2622 du 21 octobre 2013.

L'assemblée est présidée par Aude Grenouillet, employée privée, demeurant professionnellement à Bettembourg, qui a désigné comme secrétaire Nilufer YILDIRIM, employée privée, demeurant professionnellement à Bettembourg.

L'assemblée élit aux fonctions de scrutateur Aude Grenouillet, employée privée, demeurant professionnellement à Bettembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les cent (100) actions représentant l'intégralité du capital social est représenté à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1 Transfert du siège social de L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy à L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich, et modification subséquente du premier alinéa de l'article 4 des statuts de la Société;

2 Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, l'assemblée générale prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Unique résolution

L'assemblée générale a décidé de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-8080 Bertrange, 57, route de Longwy à l'adresse suivante: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 4. (1^{er} alinéa). «Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg.».

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à cet acte sont estimés approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée.

Dont acte, fait et passé à Bettembourg par le notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux membres du Bureau, connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: A. GRENOUILLET, N. YILDIRIM, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 29 décembre 2015. Relation: DAC/2015/22547. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée, sur demande à la société prénommé par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, en tant que dépositaire provisoire des minutes de Maître Edouard DELOSCH, alors notaire de résidence à Diekirch.

Diekirch, le 5 janvier 2016.

Référence de publication: 2016004064/54.

(160002096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

**K Robolife S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Tatakoto Holdings S.à r.l.).**

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 199.272.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second of December.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

the extraordinary general meeting of the shareholders of "Tatakoto Holdings S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, having its registered office at 1, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Grand-Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 199.272, incorporated by deed of Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Esch-sur-Alzette, 5 rue Zénon Bernard, Grand-Duchy of Luxembourg, dated 31 July 2015, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 2714 of 2 October 2015.

The Meeting is chaired by Mr Serge BERNARD, residing in Luxembourg as chairman of the Meeting.

The Chairman appoints, as secretary of the Meeting and the Meeting elects as scrutineer Mrs Caroline RAMIER with professional address in Luxembourg Esch-sur-Alzette.

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer are collectively referred to hereafter as the Bureau.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1. Modification of the name of the Company "Tatakoto Holdings S.à r.l." to "K Robolife S.à r.l.";

3. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list having been signed *ne varietur* by the proxyholder representing the shareholder, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

III. It appears from the attendance list that all the two thousand shares (2,000) (the "Shares") are represented at the present extraordinary general meeting.

IV. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

V. After this had been set forth by the chairman and acknowledged by the members of the board of the meeting, the meeting proceeded to the agenda.

The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were taken unanimously:

First resolution

The meeting resolved to change the name of the Company "Tatakoto Holdings S.à r.l." to "K Robolife S.à r.l.", and decides to amend Article 3 of the Articles of Incorporation to read as follows:

“ **Art. 3.** The name of the Company is “K Robolife S.à r.l.”

There being no further items on this agenda, the meeting was closed.

Power

The appearing parties hereby give power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually, to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by names, first names, civil statuses and residences, the persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huit décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société «Tatakoto Holdings S.à r.l.», société à responsabilité limitée, avec siège social à 1, rue Petermelchen, L-2370 Howald, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 199.272, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, 5 rue Zénon Bernard, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 31 juillet 2015, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2714 du 2 octobre 2015.

L'Assemblée est présidée par, Monsieur Serge BERNARD, demeurant à Luxembourg.

Le Président nomme comme secrétaire et l'Assemblée élit comme scrutateur de l'Assemblée Madame Caroline RAMIER, ayant son adresse professionnelle à Esch-sur-Alzette.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur étant collectivement appelé le Bureau.

Le bureau ayant été constitué, le président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée générale extraordinaire est le suivant:

1. Modification de la dénomination sociale de la Société «Tatakoto Holdings S.à r.l.» en «K Robolife S.à r.l.»;

23. Divers.

II. Que l'associé représenté, le mandataire d'associé représenté et le nombre d'parts sociales qu'il détient est renseigné sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par le mandataire de associé représenté, les membres du conseil et le notaire soussigné, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La procuration donnée par les associés représentés après avoir été paraphées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentaire restera annexé de la même manière à ces minutes.

III. Qu'il résulte de la liste de présence que l'intégralité des deux mille (2.000) parts sociales sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV. Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, dont l'associé a été informé avant l'assemblée.

V. Ces faits énoncés par le président et reconnus exacts par les membres du bureau, l'assemblée passe à l'ordre du jour.

Après délibération, le président met aux voix la résolution suivante qui a été adoptée à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la Société «Tatakoto Holdings S.à r.l.» en «K Robolife S.à r.l.» et décide d'amender l'Article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour dénomination «K Robolife S.à r.l.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Attestation

La partie comparante déclare sur l'honneur et qu'aucune des ressources financières liées directement ou indirectement à la contribution en espèces sont en conflit avec les dispositions de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Pouvoirs

Les parties comparantes donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger, corriger et signer toute erreur ou omission ou toute faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi par une version en langue française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergence entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom, états et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Serge Bernard, Caroline Ramier, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 décembre 2015. Relation: EAC/2015/30962. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 23 décembre 2015.

Référence de publication: 2016004217/108.

(160001614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.

IRAF Tami II, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 202.719.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of December,

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

“IRAF Tami Holdings”, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, under registration process with the Luxembourg Trade and Companies' Register,

duly represented by Mr Thomas MATHIEU, private employee, with professional address at Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal on 17 December 2015, which shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as state above, has requested the notary to draw up the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which is established as follows:

Art. 1. Form. A société à responsabilité limitée (private limited liability company) (the "Company") governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and by these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation"), is hereby established by the founding shareholder.

The Company may at any time have one or several shareholders, as a result of the transfer of shares or the issue of new shares, subject to the provisions of the law and the Articles of Incorporation.

Art. 2. Corporate name. The Company will exist under the corporate name of “IRAF Tami II”.

Art. 3. Corporate object. The purposes for which the Company is formed are all operations or transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any companies or enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities, financial instruments, bonds, treasury bills, equity participation, stocks and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

The Company may also enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue, on a private basis, of bonds, notes, promissory notes and other debt or equity instruments, the use of financial derivatives or otherwise;

- to advance, lend or deposit money or give credit to or to subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign entity on such terms as may be thought fit and with or without security;

The Company may also grant any assistance by the way of guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present and future) or by all or any such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company within the limits of and in accordance with the provisions of Luxembourg laws.

The Company may invest in real estate that is exclusively used for investment purposes and not for the own use of the Company.

In general, the Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the shareholders, as the case may be.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg-City.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by decision of the managers.

The managers may establish subsidiaries and branches in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 6. Capital. The capital is set at twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares of a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the shareholder(s). The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

All shares will have equal rights.

The Company can proceed to the repurchase of its own shares within the limits set by the Law.

Art. 7. Changes to the capital. The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law regarding commercial companies.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of the shareholders. If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the Articles of Incorporation to all the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

The creditors or successors of the sole shareholder or of any of the shareholders, as the case may be, may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the inventories of the Company and the resolutions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. Shares are freely transferable among shareholders. The share transfer inter vivos to non shareholders is subject to the consent of at least seventy-five percent (75%) of the Company's capital. In case of death of a shareholder, the share transfer to non shareholders is subject to the consent of no less than seventy-five percent (75%) of the votes of the surviving shareholders. In any event the remaining shareholders have a preemption right which has to be exercised within thirty days from the refusal of transfer to a non shareholder.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private deed.

Art. 12. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the sole shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 13. Managers. The Company is managed and administrated by one or more managers, who need(s) not be shareholder(s), appointed by decision of the sole shareholder or the shareholders, as the case may be, for an unlimited duration.

Managers are eligible for reelection. They may be removed with or without cause at any time by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders at a simple majority. Each manager may as well resign.

While appointing the manager(s), the sole shareholder or the shareholders set(s) their number, the duration of their tenure and, as it shall deem fit, the powers and competence of the manager(s).

The sole shareholder or the shareholders decide(s) upon the compensation of each manager.

If more than one manager is appointed, the managers shall form a board of managers and articles 14, 15 and 16 of the Articles of Incorporation shall apply.

Art. 14. Bureau. The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to attend, his (her) functions will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may appoint a secretary of the Company and such other officers as it shall deem fit, who need not be members of the board of managers.

Art. 15. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice.

The board of managers may only proceed to business if the majority of its members are present or represented.

Managers unable to attend may delegate by letter or by fax another member of the board to represent them and to vote in their name. Managers unable to attend may also cast their votes by letter, fax or e-mail.

Decisions of the board are taken by a majority of the managers attending or represented at the meeting.

A manager having an interest contrary to that of the Company in a matter submitted to the approval of the board, shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

In the event of a member of the board having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting will be deemed valid.

At the next general meeting of shareholder(s), before votes are taken on any other matter, the shareholder(s) shall be informed of the cases in which a manager had an interest contrary to that of the Company.

In the event that the managers are not all available to meet in person, meetings may be held via telephone conference calls.

Resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

Art. 16. Minutes - Resolutions. All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting or in circular resolutions as provided in the preceding paragraph. Any power of attorneys will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman or by any two managers, as the case may be.

The above minutes and resolutions shall be kept in the Company's books at its registered office.

Art. 17. Powers. The sole manager or, in case of plurality of managers the board of managers, is vested with the broadest powers to perform all acts of management and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to shareholders fall within the competence of the board of managers.

Art. 18. Delegation of powers. The board of managers may, with the prior approval of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, entrusts the daily management of the Company to one of its members.

The board of managers may further delegate specific powers to any manager or other officers.

The board of managers may appoint agents with specific powers, and revoke such appointments at any time.

If more than one manager is appointed, any delegation of powers has to be decided by at least two managers.

Art. 19. Representation of the Company. The Company shall be bound towards third parties, in case of a sole manager, by the sole signature of the sole manager or, in case of plurality of managers, by (i) the joint signatures of any two managers (ii) the sole signature of the manager to whom the daily management of the Company has been delegated, within the scope of the daily management, and (iii) the sole signature or the joint signatures of any persons to whom such signatory powers have been delegated by the board of managers, within the limits of such powers.

Art. 20. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as his resignation or removal for any cause, does not put the Company into liquidation.

Art. 21. Liability of the managers. No manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. A manager is only liable for the performance of his duties.

Art. 22. Decisions of the shareholders.

1. If the Company has only one shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915 are not applicable in such a situation.

2. If the Company has more than one shareholder, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting or, if there are no more than twenty-five shareholders, by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which has been sent by the manager(s) to the shareholders.

In the latter case, the shareholders are under the obligation to cast their written vote and to mail it to the Company, within fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution.

If the Company has more than one shareholder, no decision may validly be taken, unless it is approved by shareholders representing together at least fifty percent (50%) of the corporate capital. All amendments to the Articles of Incorporation have to be approved by a majority of shareholders representing together at least seventy-five percent (75%) of the corporate capital.

Art. 23. Minutes. The decisions of the sole shareholder or of the shareholders, as the case may be, are documented in writing, recorded in a register and kept by the manager(s) at the registered office of the Company. Any power of attorneys will remain attached thereto.

Art. 24. Financial year. The financial year begins on the first day of January and ends on the thirty first day of December of each year.

Art. 25. Financial statements - Statutory auditor. Each year, on the last day of the financial year, the accounts are closed and the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law. The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or to the shareholders, as the case may be, for approval.

Each shareholder, or his (her) attorney-in-fact, may peruse the financial documents at the registered office of the Company pursuant to article 198 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Should the Company have more than twenty-five shareholders, or otherwise as required by law, the general meeting of the shareholders shall appoint a statutory auditor as provided in article 200 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. In all other cases, the general meeting of the shareholders is free to appoint a statutory auditor or an external auditor at its discretion.

Art. 26. Allocation of profits. Five percent (5%) of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation is no longer mandatory when and as long as the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the capital.

The remaining profit is allocated by decision of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the shareholders, as the case may be. The general meeting of the shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be), upon proposal of the board of managers, or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles of Incorporation.

Art. 27. Dissolution - liquidation. In the case of dissolution of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who need not be shareholders, appointed by the sole shareholder or by the shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 28. Matters not provided. All matters not provided for by the Articles of Incorporation are determined in accordance with applicable laws.

Subscription and payment

All the twelve thousand and five hundred (12,500) shares have been fully subscribed and entirely paid up in cash by “IRAF Tami Holdings”, previously named.

The amount of twelve thousand and five hundred Euros (EUR 12,500.-) is thus as from now being made available to the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provision

The first financial year starts on this date and ends on December 31st, 2016.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand Euros.

Extraordinary general meeting

The founding shareholder, representing the entire subscribed capital, has immediately proceeded to adopt the following resolutions:

I. To set at four (4) the number of managers and to appoint the following managers for an unlimited duration:

- Ms Stéphanie GRISIUS, M. Phil. Finance B. SC. Economics, professionally residing at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,

- Mr Laurent HEILIGER, licencié en sciences commerciales et financières, professionally residing at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,

- Mr Nick Di CIACCA, investment professional, professionally residing at 12, Charles II Street, London SW1Y 4QU, United Kingdom, and

- Mr Gareth PURCELL, investment professional, professionally residing at 12, Charles II Street, London SW1Y 4QU, United Kingdom.

The managers will be entrusted with the powers set forth in article 19 of the Articles of Incorporation and the Company is bound towards third parties by the joint signatures of any two managers.

II. The registered office of the Company shall be set at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

Power

The above appearing party(ies) hereby give(s) power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually to proceed as the case may be with the registration, listing, modification, deletion, publication or any other useful or necessary operations following this deed and possibly to draw, correct and sign any amendment or modification as requested or any error, lapse or typo in this deed.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing party, this deed is worded in English followed by a French version; and that in case of any differences between the English text and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed has been drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the party appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, that person signed this original deed together with us, the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour de décembre,

Par-devant nous, Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

“IRAF Tami Holdings”, une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

dûment représentée par Monsieur Thomas MATHIEU, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 17 décembre 2015, laquelle restera annexée aux présentes aux fins d'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par le comparant ci-avant une société à responsabilité limitée (la “Société”), régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (les “Statuts”).

La Société peut, à toute époque, comporter un ou plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles, sous réserve des dispositions de la loi et des Statuts.

Art. 2. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de “IRAF Tami II”.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet toutes les opérations ou transactions se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans toute société ou entreprise sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de

vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces titres et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

La Société pourra également apporter toute assistance par le biais d'octroi de garantie, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou parties de ses avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société, de ses filiales ou des sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel ou dans encore à toutes les sociétés appartenant au même groupe que la Société dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise.

La Société pourra investir dans tout objet immobilier qui sera exclusivement utilisé à titre d'investissement et non pour les besoins propres de la Société.

En général, elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et réalisera toutes opérations quelconques qui se rattachent directement ou indirectement à son objet et qui en favorisent le développement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans la commune de Luxembourg en vertu d'une décision des gérants.

Les gérants pourront établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales d'une valeur d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Complémentairement au capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute part sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission sera laissé à la libre disposition de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas. La Société pourra, sans limite aucune, accepter tout apport de fonds propres ou toute autre contribution sans émission de Parts Sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport, et pourra créditer ces apports sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes devront être prises par l'(les) Associé(s) et seront régies par la Loi de 1915 et les présents statuts. Afin d'éviter toute équivoque, chacune de ces décisions pourra, sans caractère obligatoire, allouer tout montant apporté à l'apporteur.

Toutes les parts sociales donnent droit à des droits égaux.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et dans tout l'actif social de la Société et à une voix à l'assemblée générale des associés. Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les Statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion implicite aux Statuts et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des Associés, selon le cas.

Les créanciers et successeurs de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas, ne peuvent en aucun cas et pour quelque motif que ce soit, requérir que des scellés soient apposés sur les actifs et documents de la Société ou qu'un inventaire de l'actif soit ordonné en justice; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se référer aux inventaires de la Société et aux résolutions de l'associé unique ou de l'assemblée des associés, suivant le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun désigné parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts sociales. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Art. 12. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés, nommés par une décision de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée générale des associés, selon le cas, pour une durée illimitée.

Le ou les gérants sont rééligibles. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, avec ou sans motifs, à la majorité simple. Chaque gérant peut pareillement démissionner de ses fonctions.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions du ou des gérants.

L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Si plus d'un gérant est nommé, les gérants formeront un conseil de gérance et les articles 14, 15 et 16 des Statuts trouveront à s'appliquer.

Art. 14. Bureau. Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut siéger, ses fonctions seront reprises par un des gérants présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut nommer un secrétaire de la société et d'autres mandataires sociaux le cas échéant, associés ou non associés.

Art. 15. Réunions du conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance sont convoquées par le président ou deux membres du conseil.

Les réunions sont tenues à l'endroit, au jour et à l'heure mentionnés dans la convocation.

Le conseil peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Les gérants empêchés peuvent déléguer par courrier ou par fax un autre membre du conseil pour les représenter et voter en leur nom. Les gérants empêchés peuvent aussi voter par courrier, fax ou e-mail.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des gérants présents ou représentés à la réunion.

Un gérant ayant un intérêt contraire à celui de la Société dans un domaine soumis à l'approbation du conseil doit en informer le conseil et doit faire enregistrer sa déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations y relatives du conseil.

En cas d'abstention d'un des membres du conseil suite à un conflit d'intérêt, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à cette réunion seront réputées valables.

A la prochaine assemblée générale des associés, avant tout vote, le ou les associés devront être informés des cas dans lesquels un gérant a eu un intérêt contraire à celui de la Société.

Dans les cas où les gérants sont empêchés, les réunions peuvent se tenir par conférence téléphonique.

Les décisions signées par l'ensemble des gérants sont régulières et valables comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être documentées par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 16. Procès verbaux - Décisions. Les décisions adoptées par le conseil de gérance seront consignées dans des procès verbaux signés par tous les gérants ayant participé la réunion du conseil de gérance ou dans des résolutions circulaires comme prévu dans le paragraphe qui précède. Les procurations resteront annexées aux procès verbaux. Les copies et extraits de ces procès verbaux seront signés par le président ou par deux gérants, selon le cas.

Ces procès verbaux et résolutions seront tenus dans les livres de la Société au siège social.

Art. 17. Pouvoirs. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration et de disposition intéressant la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément aux associés par la loi ou les présents Statuts sont de la compétence du conseil.

Art. 18. Délégation de pouvoirs. Le conseil de gérance peut, avec l'autorisation préalable de l'associé unique ou l'assemblée générale des associés, selon le cas, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres.

Les gérants peuvent conférer des pouvoirs spécifiques à tout gérant ou autres organes.

Les gérants peuvent nommer des mandataires disposant de pouvoirs spécifiques et les révoquer à tout moment.

Si plus d'un gérant est nommé, toute décision de délégation de pouvoirs doit être prise par au moins deux gérants.

Art. 19. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée, en cas de gérant unique, par la seule signature du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par (i) la signature conjointe de deux gérants, (ii) par la signature individuelle du gérant auquel la gestion journalière a été déléguée et, (iii) par la signature individuelle ou conjointe de toutes personnes à qui les pouvoirs de signature ont été délégués par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 20. Événements affectant la gérance. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant un gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Art. 21. Responsabilité de la gérance. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Un gérant n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 22. Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. Dans ce cas, les articles 194 à 196 et 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises lors d'une assemblée générale ou, s'il y a moins de vingt-cinq associés, par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel a été envoyé par le(s) gérant(s) aux associés.

Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

En cas de pluralité d'associés, aucune décision n'est valablement prise si elle n'est pas approuvée par des associés représentant ensemble au moins la moitié du capital social. Toute modification des présents Statuts doit être approuvée par une majorité des associés représentant ensemble au moins les trois quarts du capital social.

Art. 23. Procès-verbaux. Les décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas, seront documentées par écrit et consignées dans un registre tenu par le(s) gérant(s) au siège social de la Société. Les procurations resteront annexées aux procès verbaux.

Art. 24. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 25. Bilan - Conseil de surveillance. Chaque année, le dernier jour de l'année sociale, les comptes sont arrêtés et le gérant dresse un inventaire des actifs et des passifs et établit le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la loi. Le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'associé unique ou, suivant le cas, à la collectivité des associés.

Tout associé, ou son mandataire, peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société, conformément à l'article 198 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Lorsque la société a plus de vingt-cinq associés, ou dans les autres cas prévus par la loi, l'assemblée générale des associés doit nommer un commissaire aux comptes comme prévu à l'article 200 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Dans tous les autres cas, l'assemblée générale des associés est libre de nommer un commissaire aux comptes ou un réviseur d'entreprises, à sa discrétion.

Art. 26. Répartition des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale représente dix pour cent (10%) du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, la collectivité des associés. L'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), duquel il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 27. Dissolution. Liquidation En cas de dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera confiée à un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 28. Dispositions générales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et paiement

Toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées en numéraire par "IRAF Tami Holdings", mentionnée ci-avant.

La somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) se trouve partant dès maintenant à la disposition de la Société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prend fin le 31 décembre 2016.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à mille Euros.

Assemblée générale extraordinaire

L'Associé fondateur, représentant l'intégralité du capital souscrit, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

I. De fixer à quatre (4), le nombre de gérants et de nommer pour une durée illimitée:

- Madame Stéphanie GRISIUS, M. Phil Finance B SC. Economiques, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,

- Monsieur Laurent HEILIGER, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,

- Monsieur Nick Di CIACCA, investment professional, demeurant professionnellement au 12, Charles II Street, Londres SW1Y 4QU, Royaume Uni, et

- Monsieur Gareth PURCELL, investment professional, demeurant professionnellement au 12, Charles II Street, Londres SW1Y 4QU, Royaume Uni.

Les gérants se voient confier les pouvoirs prévus à l'article 20 des statuts de la Société et la société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants.

II. Le siège social de la société est fixé au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg.

Pouvoirs

Le(s) comparant(s) donne(nt) par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder suivant besoin à l'enregistrement, l'immatriculation, la modification, la radiation auprès du Registre des Sociétés ou la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant de modifier ou réviser selon demande ou de corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: T. Mathieu, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 décembre 2015. Relation: EAC/2015/30410. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Amédée SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 18 décembre 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2016001251/449.

(150240669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Lac Invest Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.750,00.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 198.039.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of December.

Before Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) LAC Prop Co. A S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 198.000, having a share capital of one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102.500.-), (the "Shareholder A"),

2) LAC Prop Co. B S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 198.002, having a share capital of one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102.500.-), (the "Shareholder B") and

3) LAC Prop Co. C S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 198.004, having a share capital of one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102.500.-), (the "Shareholder C"),

here all represented by Tessy BODEVING, private employee, with professional address in Diekirch, by virtue of powers of attorney dated 17th December 2015,

in their capacity as shareholders of LAC Invest Co. S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of thirteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 13,750), registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 198.039, incorporated on 24 June 2015 pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2213 of 24 August 2015 and whose articles of incorporation have not yet been amended (the Company).

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary, to enact the following:

I. LAC Prop Co. A S.à r.l., LAC Prop Co. B S.à r.l. and LAC Prop Co. C S.à r.l. are the shareholders (the "Shareholders.") of the Company and represent the entire share capital of the Company;

II. the Shareholders take the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of ten thousand euros (EUR 10,000) to raise it from its present amount of thirteen thousand seven hundred and fifty euros (EUR 13,750.-) to twenty three thousand seven hundred fifty euros (EUR 23,750), by the issuance of ten thousand (10,000) of Class A Shares, each new share having a par value of one Euro (EUR 1.-), these new shares having the same rights as the already existing shares issued by the Company, and to allocate ninety thousand euro (EUR 90,000) to the share premium reserve of the Company by the allocation of ninety thousand euro (EUR 90,000) to the share premium of Class A Shares;

Second resolution

Subscription - Payment

Thereupon appeared

a) LAC Prop Co. A S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 198.000, having a share capital of one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500.-), (the "Subscriber A"),

here represented by Tessy BODEVING, private employee, with professional address in Diekirch, by virtue of powers of attorney dated 17th December 2015.

The Subscriber A declared to subscribe for two thousand nine hundred thirty nine (2,939) Class A Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company, and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind transforming its rights and benefits under the Shareholder Loan Agreement between the Shareholder A and the Company into an amount of two thousand nine hundred thirty nine euro (EUR 2,939) into share capital (accounts #101 - Capital souscrit) of the Company and in an amount of twenty six thousand four hundred and fifty one euro (EUR 26,451) for the allocation to the share premium of Class A Shares (the "Contribution in Kind A").

The Contribution in Kind A represents a value in aggregate amount of twenty-nine thousand three hundred and ninety euro (EUR 29,390.-).

Proof of the ownership by the Subscriber A of the Contribution in Kind has been given to the undersigned notary.

The Subscriber A declared that the Contribution in Kind A is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind A to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind A to the Company.

The Subscriber A further stated that a valuation certificate has been drawn up by the Shareholder A wherein the Contribution in Kind A is described and valued (the "Valuation Certificate A") and the managers of the Company have validated it by means of a certificate (the "Certificate", together with the Valuation Certificate, the "Valuation Documentation A").

The Valuation Documentation A, which after having been signed “ne varietur” by the Shareholders, as above represented, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

b) LAC Prop Co. B S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 198.002, having a share capital of one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500.-), (the “Subscriber B”),

here represented by Tessy BODEVING, private employee, with professional address in Diekirch, by virtue of powers of attorney dated 17th December 2015.

The Subscriber B declared to subscribe for two thousand nine hundred seventy three (2,973) Class A Shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company, and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind transforming its rights and benefits under the Shareholder Loan Agreement between the Shareholder B and the Company into an amount of two thousand nine hundred seventy three euro (EUR 2,973) into share capital (accounts #101 - Capital souscrit) of the Company and in an amount twenty six thousand seven hundred and fifty seven euro (EUR 26,757) for the allocation to the share premium of Class A Shares (the “Contribution in Kind B”).

The Contribution in Kind B represents a value in aggregate amount of twenty-nine thousand seven hundred and thirty euro (EUR 29,730.-).

Proof of the ownership by the Subscriber B of the Contribution in Kind B has been given to the undersigned notary.

The Subscriber B declared that the Contribution in Kind B is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind B to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind B to the Company.

The Subscriber B further stated that a valuation certificate has been drawn up by the Shareholder B wherein the Contribution in Kind B is described and valued (the “Valuation Certificate B”) and the managers of the Company have validated it by means of a certificate (the “Certificate...”, together with the Valuation Certificate, the “Valuation Documentation B”).

The Valuation Documentation B, which after having been signed “ne varietur” by the Shareholders, as above represented, and the undersigned notary, will remain attached to the present deed.

c) LAC Prop Co. C S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under number B 198.004, having a share capital of one hundred and two thousand five hundred euro (EUR 102,500.-), (the Subscriber C),

here represented by Tessy BODEVING, private employee, with professional address in Diekirch, by virtue of powers of attorney dated 17th December 2015.

The Subscriber C declared to subscribe for four thousand and eighty eight (4,088) Class A Shares, with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company, and to make payment in full for such new shares by a contribution in kind transforming its rights and benefits under the Shareholder Loan Agreement between the Shareholder C and the Company into an amount of four thousand and eighty eight euro (EUR 4,088) into share capital (accounts #101 - Capital souscrit) of the Company and in an amount of thirty six thousand seven hundred and ninety two euro (EUR 36,792) for the allocation to the share premium of Class A Shares (the “Contribution in Kind C”).

The Contribution in Kind C represents a value in aggregate amount of forty thousand eight hundred and eighty euro (EUR 40,880.-).

Proof of the ownership by the Subscriber C of the Contribution in Kind has been given to the undersigned notary.

The Subscriber C declared that the Contribution in Kind C is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind C to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind C to the Company.

The Subscriber C further stated that a valuation certificate has been drawn up by the Shareholder C wherein the Contribution in Kind C is described and valued (the “Valuation Certificate C”) and the managers of the Company have validated it by means of a certificate (the “Certificate”, together with the Valuation Certificate, the “Valuation Documentation C”) The Shareholders resolved to accept said subscriptions and payments and to allot the following new shares according to the above mentioned subscriptions:

- ten thousand (10,000) Class A Shares

with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares issued by the Company.

Third resolution

The Shareholders resolve to subsequently amend article 5 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at twenty three thousand seven hundred fifty euros (EUR 23,750.-), represented by (i) thirteen thousand seven hundred fifty (13,750) ordinary shares and (ii) ten thousand (10,000) shares of class A (the “Class A Shares”); each in registered form fully paid-up with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 In addition to the issued capital, there may be set up a share premium account to which any share premium paid on the ordinary shares of the Company in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any ordinary shares which the Company may repurchase from its shareholder (s), to offset any net realized losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. The subscribed share capital of the Company may be increased through the issuance of shares, or reduced, by a resolution of the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution adopted in the manner required for amendment of the Articles. In no case may the subscribed share capital be reduced to an amount lower than thirteen thousand seven hundred and fifty euro (EUR 13,750.-). Notwithstanding the above, the share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a class of shares, in whole but not in part, consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class as may be determined from time-to-time by the board of managers and approved at the General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolution, provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole class of shares, such repurchase and cancellation of shares shall be made in the following order: (i) Class A Shares.

5.4. In the event of a reduction of share capital through the cancellation of a whole class of shares consisting in the repurchase and cancellation of all shares in issue in such class (in the order provided for above), each such class of shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount with respect to the class of shares to be redeemed, and the holders of shares of the repurchased and cancelled shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share of the relevant class of shares.

5.5. A reduction of share capital through the repurchase of a class of shares may only be made within the respective Class Periods, e.g.:

The period for the Class A Shares is the period starting on the date of the notarial deed of 21 December 2015 and ending no later than on 31 December 2015 (the “Class A Period”).

5.6. Where a class of shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class J Period and the class of shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from class A to class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the Articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the Shareholder(s) pro-rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.7 The Company may repurchase its shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by Law.

5.8. For the purpose of this article:

“Available Amount” means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent shareholders would have been entitled to dividend distributions according to these Articles, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium account up to the amount of losses including carried forward losses) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves (including the share premium account up to the amount of L)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Law or of these Articles.

OD = any annual fixed dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to these Articles.

PE = Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the classes of Shares is entitled pursuant to these Articles.

The Available Amount, as determined by using the formula described here above, can be increased by any surplus cash or/and assets available to the Company at the time of the redemption, such surplus cash or/and assets being paid from the share premium account up to the amount of the share premium at the time of the redemption.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the Board of Managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

“Cancellation Value Per Share” means the amount calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of shares in issue in the class of shares to be cancelled.

“Class Period” shall mean each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period.

“Interim Accounts” means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” means the date no earlier than eight (8) days before the date of the cancellation of a class of shares.

“Total Cancellation Amount” means the amount determined by the board of managers or as the case may be the sole manager and approved at the General Meeting (or as the case may be the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant class of shares unless otherwise resolved at the General Meeting (or as the case may be by the sole shareholder of the Company) or by way of Shareholders Circular Resolution in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 13 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

“ Art. 13. Allocation of profits.

13.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

13.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

13.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) Interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

(vi) the interim dividends shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 10% of the nominal value of the Class A Shares;

the holders of the ordinary Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to 0.5% of the nominal value of the ordinary Shares.”

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is drawn up in English, followed by a German version and, in case of divergences between the English and German texts, the English version prevails.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Diekirch, on the day named at the beginning.

The deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter and the undersigned notary.

Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am einundzwanzigsten Tag des Monats Dezember,
vor dem unterzeichnenden Notar Edouard DELOSCH, mit Amtssitz in Diekirch, im Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

- LAC Prop Co. A S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 198.000 und ein Gesellschaftskapital von einhundertundzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-) hat,

- LAC Prop Co. B S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 198.002 und ein Gesellschaftskapital von einhundertundzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-) hat,

LAC Prop Co. C S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 198.004 und ein Gesellschaftskapital von einhundertundzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-) hat,

hier alle vertreten durch Tessa Bodeving, Privatangestellte, geschäftsansässig in Diekirch, aufgrund der Vollmacht, welche am 17. Dezember 2015 ausgestellt wurde.

in ihrer Eigenschaft als Gesellschafter der LAC Invest Co. S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 198.039 und ein Gesellschaftskapital von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750.-) hat, gegründet am 24. Juni 2015 gemäß Urkunde von Martre Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2213 vom 24. Juni 2015, und deren Satzung noch nicht abgeändert wurde (die Gesellschaft),

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um diese später bei der Registrierungsbehörde einzureichen.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichnenden Notar ersucht, folgendes zu beurkunden:

- LAC Prop Co. A S.à r.l., LAC Prop Co. B S.à r.l. und LAC Prop Co. C S.à r.l. sind die Gesellschafter der Gesellschaft ("die Gesellschafter") und vertreten das gesamte Gesellschaftskapital;

Die Gesellschafter fassen folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft um einem Betrag von zehntausend Euro (EUR 10.000.-), von seinem gegenwärtigen Betrag in Höhe von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750.-) auf dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 23.750.-) zu erhöhen, durch Ausgabe von zehntausend (10.000) Anteilen der Klasse A, mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,-) und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile und neunzigtausend Euro (EUR 90.000.-) dem Rücklagenkonto der Gesellschaft zuzuführen durch die Zuordnung von neunzigtausend Euro (EUR 90.000.-) als Kapitalrücklage der Klasse A Anteile.

Zweiter Beschluss Zeichnung - Zahlung

Daraufhin sind erschienen

a) LAC Prop Co. A S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum

Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 198.000 und ein Gesellschaftskapital von einhundertundzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-) hat, (die „Anteilszeichnerin A“)

hier vertreten durch Tessy Bodeving, Privatangestellte, geschäftsansässig in Diekirch, aufgrund der Vollmacht, welche am 17. Dezember 2015 ausgestellt wurde.

Die Anteilszeichnerin A erklärte die Zeichnung von zweitausendneunhundertneunddreißig (2.939) Anteilen der Klasse A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile, und durch Sacheinlage in Form einer Umwandlung ihrer Rechte aus dem Gesellschafterdarlehensvertrag zwischen der Gesellschafterin A und der Gesellschaft in Höhe von zweitausendneunhundertneunddreißig Euro (EUR 2.939,-) in Gesellschaftskapital (accounts #101 — Capital souscrit) der Gesellschaft umzuwandeln und in Höhe von sechsundzwanzigtausendvierhundertneundfünfzig Euro (EUR 26.451) zur Kapitalrücklage von Anteilen der Klasse A (die "Sacheinlage A") zuzuordnen.

Diese Sacheinlage A entspricht einem Gesamtwert von neunundzwanzigtausenddreihundertneunzig Euro (EUR 29.390).

Dem unterzeichnenden Notar wurde die Inhaberschaft der Anteilszeichnerin hinsichtlich der Sacheinlage nachgewiesen.

Die Anteilszeichnerin A erklärt, dass die Sacheinlage A frei ist von jeder entsprechender Verpfändung, Belastung oder Gebühr, und dass keine Einschränkungen hinsichtlich der freien Übertragbarkeit der Sacheinlage A bestehen und keine Befristung bestehen und dass gültige Instruktionen gegeben wurden, um sämtliche Benachrichtigungen, Registrierungen oder sonstigen notwendigen Formalitäten für eine gültige Übertragung der Sacheinlage A in die Gesellschaft auszuführen.

Die Anteilszeichnerin A erklärt weiterhin, dass ein Bewertungszertifikat von der Gesellschafterin A erstellt wurde, worin die Sacheinlage beschrieben und geschätzt wird (das „Bewertungszertifikat A“) und dass die Geschäftsführer der Gesellschaft es mittels eines Zertifikats bestätigt haben (das Zertifikat, zusammen mit dem Bewertungszertifikat die Bewertungsdokumentation A).

Die Bewertungsdokumentation A, welche von den Gesellschaftern, wie oben vertreten, und dem unterzeichnenden Notar, „ne varietur“ unterzeichnet wurde, wird dieser notariellen Urkunde als Anlage beigelegt.

b) LAC Prop Co. B S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 198.002 und ein Gesellschaftskapital von einhundertundzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-) hat, (die „Anteilszeichnerin B“)

hier vertreten durch Tessy Bodeving, Privatangestellte, geschäftsansässig in Diekirch, aufgrund der Vollmacht, welche am 17. Dezember 2015 ausgestellt wurde.

Die Anteilszeichnerin B erklärte die Zeichnung von zweitausendneunhundertdreiundsiebzig (2.973) Anteilen der Klasse A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden, von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile, und durch Sacheinlage in Form einer Umwandlung ihrer Rechte aus dem Gesellschafterdarlehensvertrag zwischen der Gesellschafterin B und der Gesellschaft in Höhe von zweitausendneunhundertdreiundsiebzig Euro (EUR 2.973,-) in Gesellschaftskapital (accounts #101 — Capital souscrit) der Gesellschaft umzuwandeln und in Höhe von sechsundzwanzigtausendsiebenhundertneundfünfzig Euro (EUR 26.757) zur Kapitalrücklage von Anteilen der Klasse A (die "Sacheinlage B") zu zuordnen.

Diese Sacheinlage B entspricht einem Gesamtwert von neunundzwanzigtausendsiebenhundertdrei Euro (EUR 29.730.-).

Dem unterzeichnenden Notar wurde die Inhaberschaft der Anteilszeichnerin B hinsichtlich der Sacheinlage B nachgewiesen.

Die Anteilszeichnerin B erklärt, dass die Sacheinlage B frei ist von jeder entsprechender Verpfändung, Belastung oder Gebühr, und dass keine Einschränkungen hinsichtlich der freien Übertragbarkeit der Sacheinlage B bestehen und keine Befristung bestehen und dass gültige Instruktionen gegeben wurden, um sämtliche Benachrichtigungen, Registrierungen oder sonstigen notwendigen Formalitäten für eine gültige Übertragung der Sacheinlage B in die Gesellschaft auszuführen.

Die Anteilszeichnerin B erklärt weiterhin, dass ein Bewertungszertifikat von der Gesellschafterin B erstellt wurde, worin die Sacheinlage B beschrieben und geschätzt wird (das „Bewertungszertifikat B“) und dass die Geschäftsführer der Gesellschaft es mittels eines Zertifikats bestätigt haben (das „Zertifikat“, zusammen mit dem Bewertungszertifikat die „Bewertungsdokumentation B“).

Die Bewertungsdokumentation B, welche von den Gesellschaftern, wie oben vertreten, und dem unterzeichnenden Notar, „ne varietur“ unterzeichnet wurde, wird dieser notariellen Urkunde als Anlage beigelegt.

c) LAC Prop Co. C S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend nach Luxemburger Recht, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 198.004 und ein Gesellschaftskapital von einhundertundzweitausendfünfhundert Euro (EUR 102.500.-) hat, (die „Anteilszeichnerin C“)

hier vertreten durch Tessy Bodeving, Privatangestellte, geschäftsansässig in Diekirch, aufgrund der Vollmacht, welche am 17. Dezember 2015 ausgestellt wurde.

Die Anteilszeichnerin C erklärte die Zeichnung von viertausendundachtundachtzig (4.088) Anteilen der Klasse A mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-), und mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits existierenden,

von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile, und durch Sacheinlage in Form einer Umwandlung ihrer Rechte aus dem Gesellschafterdarlehensvertrag zwischen der Gesellschafterin C und der Gesellschaft in Höhe von viertausendundachtundachtzig Euro (EUR 4.088,-) in Gesellschaftskapital (accounts #101 — Capital souscrit) der Gesellschaft umzuwandeln und in Höhe von sechsunddreißigtausendsiebenhundertzweiundneunzig Euro (EUR 36.792) für die Zuordnung zur Kapitalrücklage von Anteilen der Klasse A (die "Sacheinlage C")

Diese Sacheinlage C entspricht einem Gesamtwert von vierzigtausendachtundachtzig Euro (EUR 40.088).

Dem unterzeichnenden Notar wurde die Inhaberschaft der Anteilszeichnerin C hinsichtlich der Sacheinlage C nachgewiesen.

Die Anteilszeichnerin C erklärt, dass die Sacheinlage C frei ist von jeder entsprechender Verpfändung, Belastung oder Gebühr, und dass keine Einschränkungen hinsichtlich der freien Übertragbarkeit der Sacheinlage C bestehen und keine Befristung bestehen und dass gültige Instruktionen gegeben wurden, um sämtliche Benachrichtigungen, Registrierungen oder sonstigen notwendigen Formalitäten für eine gültige Übertragung der Sacheinlage C in die Gesellschaft auszuführen.

Die Anteilszeichnerin C erklärt weiterhin, dass ein Bewertungszertifikat von der Gesellschafterin C erstellt wurde, worin die Sacheinlage C beschrieben und geschätzt wird (das „Bewertungszertifikat C“) und dass die Geschäftsführer der Gesellschaft es mittels eines Zertifikats bestätigt haben (das Zertifikat, zusammen mit dem Bewertungszertifikat die „Bewertungsdokumentation C..“).

Die Bewertungsdokumentation C, welche von den Gesellschaftern, wie oben vertreten, und dem unterzeichnenden Notar, „ne varietur“ unterzeichnet wurde, wird dieser notariellen Urkunde als Anlage beigefügt.

Die Gesellschafter beschließen, die besagte Zeichnungen und Zahlungen zu akzeptieren und die nachfolgenden neuen Anteile entsprechend der oben erläuterten Zeichnung zuzuweisen:

- Zehntausend (10.000) Anteile der Klasse A

mit einem Nominalwert von jeweils einem Euro (EUR 1.-), mit den gleichen Rechten ausgestattet wie die bereits bestehenden und von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen folglich, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

“ Art. 5. Kapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf dreiundzwanzigtausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 23.750.-), bestehend aus dreizehntausendsiebenhundertfünfzig (13,750) Stammanteilen, und (ii) zehntausend (10,000) Anteilen der Klasse A (die "Klasse A Anteile“), jede in registrierter Form und voll eingezahlt mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1.-).

5.2 Zusätzlich zum gezeichneten Gesellschaftskapital kann ein Rücklagenkonto für das Emmissionsagio eingerichtet werden, auf welchem das auf die Stammanteile über deren Nominalwert eingezahlten Emissionsagio als Kapitalrücklage verbucht werden kann. Der Betrag des Rücklagenkontos kann für Zahlungen der Gesellschaft an ihre(n) Gesellschafter im Rahmen des Rückerwerbs von Stammanteilen, zum Ausgleich des realisierten Nettoverlusts, für Ausschüttungen an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden verwendet werden oder der gesetzlichen Kapitalrücklage zugeführt zu werden.

5.3. Durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit den für eine Satzungsänderung erforderlichen Bestimmungen zu fassen ist, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital durch die Ausgabe von Anteilen erhöht oder herabgesetzt werden. In keinem Fall darf das Gesellschaftskapital unter einen Betrag von dreizehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 13.750,-) fallen. Dessen ungeachtet kann das Gesellschaftskapital der Gesellschaft verringert werden durch die Löschung einer gesamten Anteilsklasse (nicht jedoch eines Teils der Anteilsklasse), welche durch Rückerwerb und Annullierung aller in dieser Klasse ausgegebenen Anteilen erfolgt, wie es von Zeit zu Zeit durch den Geschäftsführungsrat entschieden und durch die Hauptversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigt wird; der Rückerwerb und die Annullierung von Stammanteilen durch die Gesellschaft sind ausgeschlossen. Sofern der Rückerwerb und die Annullierung einer gesamten Klasse beabsichtigt sind, haben diese in der folgenden Reihenfolge zu erfolgen: (I) Klasse A Anteile.

5.4. Im Falle der Kapitalherabsetzung durch Löschung einer gesamten Anteilsklasse durch Rückerwerb und Annullierung aller ausgegebenen Anteile in der betreffenden Klasse (gemäß obiger Reihenfolge) steht jedem Inhaber von Anteilen dieser Anteilsklasse (pro rata gemäß der gehaltenen Anteile in der jeweiligen Anteilsklasse) ein anteiliger Anspruch aus dem Gesamtannullierungsbetrag in Bezug auf die einzuziehende Anteilsklasse zu; und jeder Inhaber von rückerworbenen oder annullierten Anteilen erhält von der Gesellschaft einen Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Anteilsklasse entspricht.

5.5. Eine Verminderung des Gesellschaftskapitals durch Rückerwerb einer Anteilsklasse kann nur innerhalb der betreffenden Klassenperiode erfolgen, z.B.:

Die Periode für die Anteile der Klasse A ist die Periode beginnend vom Tag der notariellen Urkunde am 21. Dezember 2015 bis längstens 31. Dezember 2015 (die Klasse A Periode).

5.6. Im Falle, dass eine Anteilsklasse nicht zurückerworben und aufgelöst wurde innerhalb der relevanten Klassenperiode, kann die Rückgabe und Auflösung dieser Anteilsklasse(n) innerhalb einer neuen Periode (die Neue Periode) erfolgen,

welche am Datum nach der letzten Klassenperiode (oder gegebenenfalls dem Datum nach der unmittelbar vorangehenden Neuen Periode einer anderen Klasse) und spätestens ein Jahr nach dem Datumbeginn einer solchen Neuen Periode enden. Die erste neue Periode beginnt am Tag nach der Klasse J Periode und die in ihrer betreffenden Klassenperiode nicht zurückerworbene und nicht aufgelöste Anteilsklasse erfolgt der Reihe nach von Klasse A bis Klasse J (soweit sie nicht zuvor zurückerworben und aufgelöst wurde:

Um Zweifel zu vermeiden, im Falle, dass ein Rückerwerb und eine Auflösung einer Anteilsklasse vor dem letzten Tag ihrer betreffenden Klassenperiode erfolgt (oder gegeben falls Neuen Periode), beginnt die nachfolgende Klassenperiode (oder gegeben falls die Neue Periode) am Tag nach dem Rückerwerb und der Auflösung dieser Anteilsklasse und endet an demjenigen Tag wie ursprünglich in den obigen Artikeln definiert.

Mit Rückerwerb und Auflösung der gesamten relevanten Klassen wird die Auflösungssumme fällig und zahlbar durch die Gesellschaft an die Gesellschafter(in) anteilmäßig gemäß deren Klassenanteil(en). Die Gesellschaft kann ihre Zahlungsverpflichtung in bar, durch Sachleistung oder Aufrechnung erfüllen.

Für Zwecke dieses Artikels:

"Verfügbarer Betrag" bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (einschließlich vorgetragener Gewinne) soweit Gesellschafter gemäß dieser Satzung zum Erhalt von Dividendenausschüttungen berechtigt gewesen wären, erhöht um (i) alle frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zur Höhe der Verluste einschließlich vorgetragener Verluste) und (ii) gegebenenfalls den Betrag der Kapitalherabsetzung und der Verringerung der gesetzlichen Rücklagen im Hinblick auf die einzuziehenden/zu löschenden Anteilsklassen, jedoch verringert um (i) alle Verluste (einschließlich vorgetragener Verluste), und

(ii) aller Beträge, welche aufgrund des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen, jedes Mal wie in den betreffenden Zwischenbilanzen dargestellt (jedoch ohne doppelte Buchung) so dass:

$$AA = (NP + P+ CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag

NP = Nettogewinn (einschließlich vorgetragener Gewinne)

P~ raue frei ausschüttbaren Reserven (einschließlich des Rücklagenkontos für das Emissionsagio bis zu einem Betrag von L)

CR = der Betrag der Kapitalherabsetzung und der Herabsetzung der gesetzlichen Rücklage bezogen auf diejenige Anteilsklasse, welche aufgelöst werden soll

L= Verluste (einschließlich vorgetragene Verluste)

LR = alle Beträge, welche aufgrund Anforderungen des Gesetzes oder dieser Satzung als Rücklage(n) gebildet werden müssen.

OD = sämtliche jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber der Stammanteile gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

PE = Gewinnanspruch (die jährlich festgelegten Dividenden, zu welchen der/die Inhaber von Anteilsklassen gemäß diesen Artikeln berechtigt ist/sind.

Der Verfügbare Betrag, basierend auf obiger Formel, kann um sämtliche der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahme zur Verfügung stehende überschüssige Liquidität und/oder Vermögenswerte, erhöht werden, wobei überschüssige Liquidität und Vermögenswerte aus dem Rücklagenkonto des Emissionsagio bis zur Höhe des Betrags der an das Emissionsagio gebundenen Kapitalrücklage zum Zeitpunkt der Rücknahme zu zahlen sind.

„Verfügbare Liquidität“ bedeutet (i) alles Bargeld, das von der Gesellschaft gehalten wird (mit Ausnahme von Festgeldanlagen mit einer Restlaufzeit von mehr als sechs (6) Monaten, (ii) sämtliche leicht vermarktbar Geldmarktinstrumente, Bonds, Banknoten und alle Forderungen, welche nach Meinung des Geschäftsführungsrats in Kürze gezahlt werden abzüglich jeglicher Schuldenlast oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche auf Grundlage der Zwischenbilanzen der betreffenden Klassenperiode (oder gegebenen falls Neuen Periode) in weniger als sechs (6) Monaten fällig sind und (iii) sämtliche Vermögenswerte wie Anteile, Wertpapiere oder Sicherheiten oder sonstige Vermögenswerte, welche die Gesellschaft besitzt.

„Annullierungsbetrag“ bedeutet ein Betrag, welcher den zu der betreffenden Klassenperiode (oder gegeben falls Neuen Periode) gehörenden verfügbaren Betrag nicht übersteigt, soweit der Annullierungsbetrag nicht höher ist als die verfügbare Liquidität der betreffenden Klassenperiode (oder Neuen Periode).

"Annullierungswert pro Anteil" bedeutet den durch Division des Gesamtannullierungsbetrages durch die ausgegebene Anzahl von Anteilen in der von der Annullierung betroffenen Anteilsklasse errechneten Wert.

„Klassenperiode“ bedeutet jede der Klasse A Periode, Klasse B Periode, Klasse C Periode, Klasse D Periode, Klasse E Periode, Klasse F Periode, Klasse G Periode, Klasse H Periode, Klasse I Periode und Klasse J Periode.

"Zwischenbilanzen" bedeuten die Zwischenbilanzen der Gesellschaft gemäß Luxemburger GAAP zum betreffenden Zwischenbilanzzeitpunkt.

"Zwischenbilanzzeitpunkt" bedeutet das Datum frühestens acht (8) Tage vor dem Datum der Löschung einer Anteilsklasse.

"Gesamtannullierungsbetrag" bedeutet der vom Geschäftsführungsrat oder gegebenenfalls dem Alleingeschäftsführer festgelegten und von der Hauptversammlung (oder gegebenenfalls dem Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter bestätigten Betrag, basierend auf den relevanten Zwischenbilanzen. Der Gesamtannullierungsbetrag muss niedriger oder gleich dem gesamten Verfügbaren Betrag zum Zeitpunkt der Löschung der betreffenden Anteilsklasse sein, es sei denn, dass dies anderweitig durch die Hauptversammlung (oder gegebenenfalls durch den Alleingesellschafter der Gesellschaft) oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter gemäß den Bestimmungen zur Änderung dieser Satzung beschlossen worden ist, vorausgesetzt jedoch, dass der Gesamtannullierungsbetrag nie höher sein darf als der Verfügbare Betrag."

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, Artikel 13 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher fortan wie folgt lauten soll:

" Art. 13. Gewinnausschüttung.

13.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

13.2. Die Gesellschafter entscheiden auf welche Art und Weise über den Überschuss des jährlichen Nettogewinns zu verfügen ist. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

13.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive des Emissionsagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden;

es wird eine Zusicherung abgegeben, dass die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft durch die Zwischenausschüttung nicht gefährdet werden; und übersteigen die gezahlten Abschlagsdividenden den ausschüttungsfähigen Gewinn am Ende des Geschäftsjahres, so müssen die Gesellschafter der Gesellschaft den ausgeschütteten Betrag zurückerstatten.

die Abschlagsdividenden werden in folgender Reihenfolge ausgezahlt:

die Inhaber der Klasse A Anteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 10% des Nominalwerts der Anteilsklasse A entspricht die Inhaber der Stammanteile sind zu einer Dividende berechtigt, welche 0,5% des Nominalwerts der Stammanteile entspricht"

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde entstehen, werden ungefähr eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400.-) betragen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache im Verständnis und Sprachgebrauch mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Partei die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung verfasst wurde und im Falle einer Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Um dies zu beurkunden wurde die notarielle Urkunde am vorgenannten Tag in Diekirch aufgenommen.

Sie wurde dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen und von dem letzteren und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Gezeichnet: T. BODEVING, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 22 décembre 2015. Relation: DAC/2015/22273. Reçu soixante-quinze (75,-) euros

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt, erteilt durch Notar Pierre PROBST, Notar mit Amtssitz in Ettelbruck als provisorischer Depositar der Urkunden vom Notar Edouard DELOSCH, mit damaligem Amtssitz zu Diekirch.

Diekirch, den 04. Januar 2016.

Référence de publication: 2016002172/523.

(16000486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 janvier 2016.

KM Group And Development, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-7759 Roost, 6, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 202.710.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le seize décembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg,

A COMPARU:

Monsieur Benjamin GRAFF, dirigeant de sociétés, né le 25 mai 1978 à Virton, demeurant au 46, rue du Maitrank, B-6700 Arlon

ici représentée par Madame Emmanuelle FRATTER, juriste, demeurant professionnellement à L-1258 Luxembourg, 2, rue Jean-Pierre Brasseur, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 15 décembre 2015.

Laquelle procuration après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles Lequel comparant, représenté comme il est dit, a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il va constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que par les présents statuts.**Art. 2.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «KM Group and development».**Art. 3.** La Société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans d'autres sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts.

La Société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement.

La société pourra notamment employer ses fonds en vue de l'acquisition, la gestion pour son compte ou celui d'autrui, la constitution, l'enregistrement et le dépôt, la valorisation, la vente, l'usage dans le cadre de son activité et la concession de l'usage de tous noms de domaines et de tous droits de propriété intellectuelle, incluant notamment mais non exclusivement tous droits d'auteur sur des logiciels informatiques, tous brevets, toutes marques de fabrique ou de commerce, ainsi que tous dessins et tous modèles. La société aura également pour objet tous travaux de recherche et de développement liés à la création et à l'exploitation de tous droits de propriété intellectuelle.

La société pourra également prêter son assistance en matière de gestion et d'organisation, à toutes filiales, de façon rémunérée ou non.

La Société pourra acquérir, détenir, louer ou céder tout immeuble pour son compte propre.

Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêt aux sociétés faisant partie de son groupe, ainsi qu'émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, ainsi qu'à des sociétés affiliées. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever des charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

La société peut notamment réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

En tout état de cause, la Société ne peut effectuer une activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Bissen, au Grand-Duché du Luxembourg.

Le siège de la société pourra être transféré dans les limites de la même commune par décision du gérant ou du conseil de gérance. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 5. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400 EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124 EUR) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et le créancier-gagiste.

Toutefois dans le cas où une ou plusieurs parts sociales (est) sont détenue(s) en usufruit et en nue-propriété, les droits de vote y attachés sont exercés en toute hypothèse par l'usufruitier.

Art. 8. L'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts ou les héritiers d'un associé décédé devront en informer la gérance par lettre recommandée, en indiquant le nombre des parts qu'ils se proposent de céder, le prix qu'ils en demandent et les nom, prénom, état et domicile de la personne éventuellement intéressée à l'acquisition de ces parts. Cette lettre devra également contenir l'offre irrévocable jusqu'à l'expiration des délais ci-après prévus, de céder les parts concernées aux autres associés au prix indiqué, qui ne pourra cependant pas excéder la valeur nette de la part telle que confirmée le cas échéant par une expertise d'un réviseur d'entreprises indépendant nommé d'un commun accord par les parties.

Dans la huitaine de la réception de cette lettre, la gérance transmet par lettre recommandée aux autres associés cette proposition de cession. Ceux-ci auront un droit de préférence pour acquérir ces parts proportionnellement au nombre de parts dont ils sont propriétaires.

L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer la gérance dans le mois de la réception de la lettre l'avisant de l'offre de cession, faute de quoi il sera déchu de son droit de préférence.

Dans la huitaine de l'expiration de ce dernier délai, la gérance avisera les associés ayant exercé leur droit de préemption du nombre de parts sur lesquelles aucun droit de préférence n'aura été exercé, avec prière d'indiquer dans la quinzaine s'ils sont intéressés à racheter tout ou partie de ces parts.

Dans la huitaine de l'expiration de ce délai supplémentaire, la gérance adressera à l'associé désireux de céder ses parts ou à l'héritier ou aux héritiers de l'associé décédé, une lettre recommandée indiquant le nom des associés qui entendent exercer leur droit de préférence, et le nombre de parts dont ils acceptent la cession ou, à défaut, le nombre de parts que la société rachètera elle-même.

À compter de la réception de cette lettre, l'associé, ou le ou les héritiers, seront libre de céder au cessionnaire indiqué dans leur offre de cession les parts qu'ils ont offert de céder et qui ne seraient pas rachetées par les autres associés ou la société.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 11. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations. Le gérant peut nommer des fondés de pouvoirs, associés ou non, pouvant agir au nom et pour le compte de la société, dans la limite des pouvoirs conférés dans l'acte de nomination.

Les pouvoirs du gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

La gérance ne peut constituer une hypothèque sur un immeuble social ni un nantissement sur un fonds de commerce de la société sans y avoir été autorisée au préalable par une décision ordinaire des associés.

Le gérant est habilité à instituer des succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société.

Simple mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 15. Chaque année, au dernier jour de décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 16. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital, le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

La liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 17. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice social sera fixé le jour de la constitution de la société et se finira le 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, le comparant déclare souscrire l'intégralité du capital comme suit:

Benjamin GRAFF, préqualifié	100 parts sociales
TOTAL	100 parts sociales

Monsieur Benjamin GRAFF, précitée et représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cent (100) parts sociales et les libérer intégralement par apport en nature de la propriété des cent (100) parts sociales qu'il détient de la société de droit luxembourgeois KM SERVICES Sarl, établie et ayant son siège social à L-1220 Luxembourg, 2, rue de Beggen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130.201.

L'apport en nature est évalué à douze mille quatre cents euros (EUR 12.400).

L'existence de la valorisations des parts sociales de la société KM SERVICES Sarl apportés a été justifiée au notaire instrumentant dans un rapport établi par la société Fiduciaire Internationale SA, Réviseurs d'entreprises agréés, une société ayant son siège social à L-9647 Doncols, Bohey, 24, et signé par Monsieur Stéphan MOREAUX en date du 15 décembre 2015.

Ledit rapport contient la conclusion suivante:

« **5. Conclusions.** Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre connaissance qui nous laisse à penser que la valeur globale de l'apport ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des parts sociales à émettre en contrepartie.»

Ledit rapport d'évaluation, après avoir été signé "ne varietur " par l'associé unique représenté comme mentionné ci-dessus, et par le notaire soussigné, restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement.

Constatations

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 modifié ont été remplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mises à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de EUR 2.300,-.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la société, l'associé unique représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Benjamin GRAFF, dirigeant de sociétés, né le 25 mai 1978 à Virton, demeurant au 46, rue du Maitrank, B-6700 Arlon.

La société sera engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle du gérant unique.

Deuxième résolution:

Le siège social de la société est fixé au 6, route de Luxembourg, L-7759 ROOST, commune de Bissen.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en têtes des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses noms, prénoms usuels, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. GRAFF, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/40698. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016001295/174.

(150240588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2016.

Burnthor SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 30.217.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 04 janvier 2016

L'assemblée Générale décide de fixer le siège social de la société au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg avec effet immédiat.

L'assemblée Générale décide de fixer le nombre d'administrateurs à cinq.

L'Assemblée Générale accepte, à compter de ce jour, de nommer quatre administrateurs, et pour une durée de six ans:

- M. Claude ZIMMER, président du conseil d'administration et administrateur, né le 18 Juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), demeurant professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

- M. Hendrik H.J KEMMERLING, administrateur, né le 22 Mars 1965 à Heerlen (Pays-Bas), demeurant professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

- Mme. Emilie GALLAIS, administrateur, né le 03 Mai 1978 à Coutances (France), demeurant professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

- Luxglobal Management S.à r.l. administrateur, inscrit auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg.

Monsieur Claude ZIMMER exécutera sa mission de représentant permanent au nom et pour le compte de la société Luxglobal Management S.à. r.l.

L'Assemblée Générale décide de nommer, en qualité de commissaire aux comptes, la société ZIMMER & PARTNERS S.A. avec siège social sis au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le n° B 151.507.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'administration tenue en date du 4 janvier 2016

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité, de nommer comme Président du Conseil d'Administration, à savoir:

- M. Claude ZIMMER, président du conseil d'administration et administrateur, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg (Luxembourg), domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel L-2134 Luxembourg

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016003529/31.

(160002557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2016.
